

Rouge

Europe :

le point de vue de la LCR

p 8/9

M 1578 N°1115 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 1 au 7 juil 1984

Ecole privée : la droite se mobilise

Rappelons-lui notre force !



26-27 mai au Bourget :
deux journées
au cœur des luttes

p 14/15/16

Le Pen :
non au fascisme banalisé !

p 4

CFDT :
deux congrès
riches d'enseignements

p 10/11

Souscription

Par manque de place, nous ne pouvons publier toutes les listes cette semaine. Toutefois, nous en sommes à ce jour à 350 000 francs. Il nous manque donc 150 000 francs pour atteindre l'objectif. Il nous faut les rassembler avant le 10 juin, date à laquelle nous clôturerons cette campagne de souscription. Pour y arriver, il faut que tout l'argent collecté remonte au plus tôt à Montreuil. Il faut que les camarades qui avaient pris quelque retard dans la collecte du fric rattrapent ce retard dans les deux semaines qui viennent. Enfin, nous comptons toujours sur nos fidèles lecteurs et lectrices qui régulièrement soutiennent notre action et ne manqueront pas de nous envoyer un nouveau chèque avant les vacances !

Souscription collectée par les cellules

Le Mans 1 500
Montbéliard, récolté par militantes enseignantes 120
 Roberte 30
 Marc 20
 Jean-Marie 30

Militante LO Belfort 50
 Jean-Michel 40
 Militant LCR 70

Deux travailleurs immigrés algériens 100
 Jean-Claude 50

Ouvrier Peugeot-Sochaux, militant LCR 50
 Militante 40
Amiens 1 530
Tarbes 455

Lille
 Cellule métallurgie 250
 Cellule PTT 450
 Cellule EN 100

Strasbourg
 Cellule enseignante 750
 Cellule ouvrière 550

Dreux
 Cellule métallurgie
 Collecte ouvriers RTC 200
 Collecte ouvrière Renault 20
 Cellule ouvriers Ravitt 30
 Ouvriers 100
 Célestin 10
 Chômeur Talbot 40

Cellule santé
 Hospitaliers 100
 Eric 50
 X. 50
 Collectes diverses 75
 Guy 50

Cellule quartier
 Collecté par Martine 100
 Marie 50
 Collecté par Maria 100
 Kader, Farousia, Danielle 100
 Catherine et Arthur 100

Au cours d'une réunion, pour préparer le rassemblement, Liliane Chantal, Véronique et les autres 150
 Merci aux allocations familiales, Francine et gogo 600

Dijon 280
Gennevilliers 2 000

Dunkerque
 DH lycéen 40
 Y.A. 10
 Olivier 50
Lyon
 Alain 50
 Bernard 100
 Mireille 50
 André de Vénissieux
 « Pour que les travailleurs soient entendus » 70

Nom : _____
 Prénom : _____ Profession : _____
 Mention brève : _____
 Je verse : _____ F
 (chèque à l'ordre de la LCR)
 A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Dominique 50	Gilles 50
JCR 400	Roberto 50
Joëlle 50	Fredo 50
José 100	Christine 50
Sylviane 50	Martine 50
Richard 100	Brigitte 100
Martine 200	J-Jacques 50
Pierre 200	Cellules Lyon 2 750
Divers 160	Divers 170
Noël de Privas	Longwy 220
« Pour l'abstention aux européennes » 100	Gérardmer 40
	Montauban 130

Les 9, 10, 11 juin Week-end de la Pentecôte à Presles (Val-d'Oise)

Fête de Lutte Ouvrière

un grand rassemblement populaire dans un vaste parc boisé

**pour 40 F,
3 jours de spectacle permanent
sur deux grandes scènes, avec :**

- Pierre Perret
- Hugues Aufray
- Zachary Richard
- Michel Bühler
- Michel Boujenah
- et des dizaines d'autres

- 300 stands • 2 cinémas • une guinguette
- la cité du jazz • la cité du sport
- expositions scientifiques

et partout, à tous les instants, une animation avec des clowns, des acrobates, des chanteurs de rue, des jeux...

Entrée 40 F pour les 3 jours
donnant droit à tous les spectacles
Et... pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés
tous les 15 minutes
P'te de la Chapelle

Arlette Laguiller prendra la parole

le 10 juin à 15h, le 11 juin à 15h,

Alain Krivine le 10 juin à 15h.

REPERES

Des paysans contre Rocard

L'intersyndicale qui revendique l'enlèvement de Francis Ranc regroupe sur neuf départements de l'Ouest les paysans affiliés aux travailleurs-paysans (CNSTP), mais aussi les FDSEA du Finistère et du Morbihan et les MODEF comme en Vendée. Pour la première fois, les syndicats de gauche de la paysannerie ont réalisé l'unité, pour mener des actions spectaculaires contre la politique de Rocard et du gouvernement, contre la FNSEA et son président F. Guillaume.

Cette intersyndicale a contraint Francis Ranc, directeur de l'Office national du lait à visiter des fermes en Ile-et-Vilaine toute la journée de lundi 28 mai, au lieu de se rendre à la préfecture où il devait participer à une réunion afin de mettre en place l'application des quotas laitiers...

Simultanément, les directions départementales de l'agriculture de Quimper, Nantes, La Roche-sur-Yon étaient occupées par les membres de cette intersyndicale afin de faire entendre leurs revendications.

Cette unité des syndicats minoritaires pour lancer une telle offensive vient en riposte à la désinvolture et au mépris avec lequel Rocard a répondu à leurs propositions concernant la réduction de la production laitière et l'application des quotas.

Evincés de toute concertation, tant au ministère que dans les structures régionales, ils entendent s'opposer par tous les moyens à la mise en place de mesures qui vont sacrifier des milliers de petits et moyens producteurs au seul profit des gros exploitants et des firmes laitières. En s'unissant, ces syndicats représentent la grande majorité des producteurs et c'est une rupture de classe qui s'opère au sein de la FNSEA qui, ouvertement, impose la politique libérale la plus sauvage à un gouvernement socialiste.

Rocard, qui va présider la réunion des ministres de l'Agriculture de la CEE à Angers accompagné de François Guillaume, se voit sommé par l'intersyndicale d'y admettre des délégués. Sa colère n'a plus de bornes. Tous les gages qu'il avait donnés à la droite et au patronat agricole risquent de lui retomber sur le dos.

Rappelons ici les revendications des syndicats paysans de gauche qui s'appuyaient sur les promesses du PS et du PC en matière de réformes agricoles et qui se voient sacrifiés sur l'autel de la restructuration productiviste, sans même pouvoir donner leur avis.

Aux prix différenciés par quantité et par région (quantum) proposés par les travailleurs-paysans, à un contrôle de la répartition des quotas exercé par l'ensemble des syndicats paysans, il est opposé un refus catégorique. Rocard va devoir assumer sa trahison face à des travailleurs en colère, qui n'ont rien cassé mais commis l'outrage de ballader pendant une journée un haut fonctionnaire dans leurs fermes, au cœur même de leurs problèmes.

Pour cela, trente-neuf cultivateurs ont été jetés en prison pour refus de renseigner les gendarmes sur l'identité des kidnappeurs et le lieu où ils détenaient Francis Ranc. Décidée à ne pas se laisser faire, l'intersyndicale organise la suite de l'action. Un appel a été lancé aux syndicats ouvriers.

Maguy Guillien

PROCES DE LANDAU

6 mois avec sursis au second procès

Ainsi en ont décidé le 24 mai dernier les juges du tribunal aux armées de Landau. Notre camarade Etienne Patoot, aujourd'hui civil, était poursuivi devant ce vestige de la justice militaire pour ses prises de position et son action en faveur du retrait des troupes étrangères des deux parties de l'Allemagne. Plus de mille soldats français, se déclarant « solidaires des mobilisations pacifistes des travailleurs et de la jeunesse allemande », ont pris position dans le même sens.

Le gouvernement et les juges du tribunal militaire ont voulu faire un exemple : ils ont successivement condamné Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz à un an de prison avec sursis, puis maintenant Etienne Patoot à six mois de la même peine assortie du sursis.

Le verdict du second procès de Landau, pour être scandaleux, n'en exprime pas moins la gêne du pouvoir : un an d'un côté, six mois de l'autre... C'est qu'entretiens, le Parlement européen a pris position pour les droits démocratiques des soldats, condamnant implicitement les gouvernements grec, français et italien pour qui les soldats du rang n'ont qu'un seul droit, celui de se taire et d'obéir aveuglément aux ordres reçus.

Alors, oui, le gouvernement devra rendre des comptes pour ce déni de justice, devant les travailleurs français, bien sûr, mais aussi devant la Cour européenne de justice, au terme de la procédure d'appel. Tous ceux qui sont attachés aux libertés auront en effet à cœur de poursuivre le combat jusqu'à son terme : l'abolition de toute limitation aux droits démocratiques des soldats. Nous en sommes !

J.-L. M.

Cet été
inscrivez-vous
aux stages

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____

en contact avec la LCR : _____

sans contact avec la LCR : _____

Je viens avec _____

enfants, âges de : _____

si j'ai en voiture et je dispose de _____

si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

si on peut me téléphoner _____

au n° _____

de _____

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Formule choisie _____

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

• Directeur de publication : Robert March

• Commission paritaire 63922

• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

ECOLE

La droite bat le rappel

Les instances dirigeantes de l'enseignement catholique, sous l'impulsion de la droite, appellent à une grande manifestation nationale à Paris, le 24 juin.

C'est un défi sans précédent lancé à la majorité et le prix de sa politique. Pour les laïques et le mouvement ouvrier, l'heure est à la mobilisation pour une grande manifestation nationale, en défense de l'école publique.

« Enfin ! », comme titre le *Quotidien de Paris* du 28 mai, ils l'ont leur manifestation nationale à Paris !

« Ils », officiellement, ce sont « les instances dirigeantes de l'enseignement catholique et les parents d'élèves de l'école libre ». Mais cette formule générale masque les réelles tensions et divergences qui sont apparues au sein du camp de l'école privée, précisément sur cette question de la manifestation nationale.

En fait, de longue date, les ultras de l'UNAPEL (les puissantes associations des parents d'élèves du privé), en particulier dans l'ouest, se sont battus pour une telle manifestation. La hiérarchie catholique et le président de l'UNAPEL, Pierre Daniel, s'y sont longtemps opposés. De façon suffisamment vigoureuse pour que, à Limoges, cette question polarise les débats du congrès de

l'UNAPEL et que la non réélection de Daniel soit envisagée.

De leur côté, les dirigeants de droite, à commencer par Gaudin de l'UDF, ont poussé à ce qu'une telle manifestation soit organisée.

Ce rappel suffit à faire justice d'une assertion qui fait fureur selon laquelle l'appel à la manifestation serait la réponse aux quelques « amendements Laignel » finalement acceptés par Mauroy.

Cette thèse a, il est vrai, un grand mérite : celui d'arranger beaucoup de monde !

A commencer, bien sûr, par la droite et le lobby du privé à qui elle fournit un prétexte pour justifier malgré l'avantageux compromis arraché ! L'appel à la manifestation nationale de fin juin.

Mais, aussi, la majorité qui se trouve confortée dans son opération bluff qui con-

siste à faire croire que les amendements ont effectivement modifié substantiellement le projet Savary.

Sans parler des gogos de gauche qui n'hésitent pas à reprendre à leur compte l'insinuation selon laquelle Mauroy serait coupable d'avoir accepté ces amendements propres à susciter la légitime colère des défenseurs du privé. Ceux-là, il ne faudrait pas les pousser beaucoup pour leur faire condamner les lois scolaires de Jules Ferry, comme responsables de ce sacré « sectarisme laïque » !

Qui prend le temps de relire ces fameux amendements comprend qu'ils ne modifient rien de fondamental dans le projet Savary. Par contre, il ne faut pas beaucoup de temps pour saisir que c'est en tout état de cause que les ultras de l'UNAPEL et la droite voulaient une manifestation nationale !

Une offensive sans précédent de la droite

L'objectif de ces derniers n'est pas le retrait des amendements Laignel. Car ce retrait, ils comptent bien l'obtenir, sans efforts, du Sénat et du Conseil constitutionnel ! Ce qu'ils veulent, c'est une formidable démonstration de force. Celle-ci, entrant en conjonction avec les résultats électoraux des européennes, visera à dénoncer, dans la rue, la majorité comme illégitime...

« Quelles répercussions directes aura-t-elle

bouclé, la préoccupation n'était plus de contenir la poussée ultra. Celle-ci pouvait devenir irrésistible !

Sans aucun doute, les dirigeants de l'enseignement privé redoutent les « débordements » auxquels peut prêter une telle manifestation. Mais l'intérêt fondamental qui les lie à la droite les oblige à « couvrir » l'initiative et à lui apporter la caution qui peut seule lui donner toute l'ampleur voulue. En échange de quoi ils se trouveront absous, pour leurs négociations fraternelles avec le gouvernement, par ceux-là mêmes qui les taxaient de « mollesse », voire de trahison !

Une leçon de choses

Pour le gouvernement et la majorité, la manifestation du 24 juin est un verdict sans appel sur sa politique. Au nom du compromis avec la droite et de la « paix scolaire » le gouvernement a sacrifié les intérêts de l'école publique et a renié ses engagements laïques. Il a choisi d'en payer le prix qui était de frapper durement ses soutiens les plus sûrs : les défenseurs de la laïcité !

Aujourd'hui, sur le terrain dévasté des espoirs piétinés et des engagements violés, il n'y a ni compromis ni « paix scolaire ». Par contre, on assiste à une offensive sans précédent de la réaction. Le gâchis est total ! Via le Sénat et le Conseil constitutionnel, la droite va arracher les derniers lambeaux de cette loi qui la gêne. Et, dans la rue, elle



sur la loi et les dispositions qu'elle contient ? lit-on dans le *Quotidien de Paris* du 24 mai, seul l'avenir le dira. Mais cette manifestation, terriblement redoutée par le gouvernement socialiste risque, par son ampleur, de marquer de manière indélébile l'histoire de la guerre scolaire en France. Et l'Histoire tout court. » Cette entreprise de déstabilisation de la majorité va rameuter tous ceux, qui, dans ce pays, sont prêts à se mobiliser dès lors qu'on les appelle à insulter « la Gueuse » et intimider « la canaille ». Surtout quand ils considèrent que « la canaille » en question est au gouvernement.

Pour eux, la question de l'école n'est qu'un prétexte. Ce qui explique que, dans un premier temps, les dirigeants de l'enseignement privé ne leur ont pas accordé la manifestation nationale qu'ils réclamaient à corps et à cris. Les réels intérêts de l'école privée supposaient d'obtenir tout ce qui était gagnable. Et il y avait beaucoup à gagner ! Mais une fois le juteux compromis

s'apprête à réussir une démonstration de force qui peut modifier la situation politique.

Tel est le bilan de la désastreuse politique de collaboration de classes du gouvernement ! Du coup, une évidence aveuglante doit apparaître à tous : pas question de laisser la rue à la droite ! Il est du devoir impérieux de toutes les forces qui se réclament de la laïcité et du mouvement ouvrier d'organiser une grande manifestation nationale à Paris, sous le drapeau de la défense de l'école publique.

A cause de la loi Savary, qui a ouvert la voie à l'offensive de la droite, l'école publique est en effet dans un péril que nul ne saurait sous-estimer. Les forces immenses susceptibles de se mobiliser pour le défendre et faire front face à l'offensive de la réaction sont disponibles. Toutes les manifestations laïques de ces derniers mois en ont apporté la preuve. Il faut faire appel à elles. Il y a urgence !

Francis Sitel

LE PEN EN CAMPAGNE

Contre le fascisme banalisé

Dans toute la France, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre les réunions du Front national. C'est le signe qu'un nombre croissant de jeunes et de travailleurs prend conscience du danger que représentent les thèses de ce groupe.

C'est d'ores et déjà l'événement majeur de cette campagne électorale morose : partout où il passe, Le Pen et son Front national sont accueillis par d'imposantes manifestations antifascistes.

L'ampleur de ces initiatives prouve qu'un nombre croissant de militants ouvriers, de jeunes, prend aujourd'hui conscience de la menace que constituent les thèses du Front national. En diffusant un discours aux connotations racistes incontestables, en exhalant sa haine du mouvement ouvrier, cette organisation prépare objectivement le terrain à des provocations qui, demain, viseront directement les travailleurs immigrés et les militants de gauche.

Faire tomber les masques

Le Front national n'est pas un parti « comme un autre ». C'est une formation raciste et qui se situe dans la tradition fasciste. La composition de sa liste pour les élections européennes n'en apporte-t-elle pas la preuve ? On y retrouve d'anciens collaborateurs, d'ex-OAS et une kyrielle d'individus ayant fait leurs classes dans les groupuscules néonazis des années soixante. Laisser une telle force banaliser son existence, c'est lui permettre de stabiliser une base de masse, de renforcer son audience.

Avec d'autant plus de facilité que, déjà, ses thèmes idéologiques deviennent progressivement ceux de la droite traditionnelle et que, cette dernière, en proie à des querelles intestines qui affaiblissent son crédit, aura de plus en plus besoin des voix de l'extrême droite.

Or, les sondages comme les élections partielles prouvent que, dans un contexte de chômage et d'austérité, certains secteurs de l'opinion sont sensibles aux propos démagogiques de Le Pen. Selon une toute récente enquête de la SOFRES, 28 % des personnes interrogées approuvent le programme du Front sur l'immigration et 35 % des sondés souhaitent qu'il y ait « entre l'opposition (RPR, UDF) et le Front national, une entente en vue des prochaines élections législatives ».

L'un des premiers effets

positifs des dernières mobilisations c'est que les dirigeants d'extrême droite, commençant à perdre leur sang-froid, laissent apparaître leurs véritables objectifs. A Lille, le 23 mai, Le Pen s'en est ainsi pris aux « organisations étrangères » en des termes qui en disent long : « Ils doivent se tenir à l'écart de notre vie politique. Ils sont ici les hôtes de la France. Ils doivent se féliciter de notre mansuétude et de notre générosité à leur égard et ne pas abuser de notre hospitalité, car (...) il pourrait leur en cuire, sinon aujourd'hui, au moins pour demain. »

Plus que jamais, une seule voie s'impose donc : celle de la riposte unitaire et massive, celle de la solidarité active avec nos frères immigrés. C'est pour y contribuer que, partout où parade le chef de file de l'extrême droite, la LCR est à l'initiative de rencontres entre toutes les composantes du mouvement ouvrier et démocratique. C'est encore ce qui l'a conduit à Paris, en prévision du rassemblement que Le Pen doit organiser le 14 juin, à s'adresser à toutes les forces politiques et syndicales de la gauche. Et c'est ce qui l'amènera, si ces dernières, au nom d'un électoralisme imbécile, préfèrent se réfugier dans la passivité, à prendre ses responsabilités et à appeler les travailleurs de la région parisienne à descendre dans la rue.

Qui sème le vent...

A travers ces mobilisations, il ne s'agit nullement d'interdire physiquement les réunions de Le Pen, mais d'empêcher qu'elles se déroulent dans une indifférence complice et d'agir en sorte que leurs participants soient conscients qu'ils ne peuvent le faire dans les mêmes conditions que pour d'autres.

Conscient du risque pour son image de marque, le président du Front national voudrait bien accrédi- l'idée qu'il est la victime d'une sorte de « guerre privée » livrée par l'extrême gauche. A Lille, il a notamment accusé notre organisation d'« envoyer de jeunes immigrés provoquer des désordres ». Il cherche de cette manière à relativiser la portée de la réaction populaire à ses entreprises.

Qu'il ne compte pourtant pas sur nous pour entrer dans son jeu. Le mouvement de Le Pen récolte ce qu'il a semé en multipliant ses déclarations haineuses et en se posant en apprenti-dictateur. Ce sont aujourd'hui des dizaines de milliers de travailleurs qui manifestent leur colère, démontrant que le mouvement ouvrier de ce pays n'est pas disposé à accepter ses rodomontades. Rien ne pourra dissimuler cette réalité. Pas même l'exploitation par certains or-

ganes de presse des incidents qui ont ponctué les initiatives antifascistes dans plusieurs villes. Car dans la plupart des cas, ils ont été provoqués par l'action de la police qui soucieuse de ne pas troubler la sérénité de Le Pen et de ses acolytes, a dispersé brutalement les contre-manifestants.

Rien n'est plus grave que de faciliter la banalisation de la bête immonde. Tel continuera à être le principe qui guide notre action !

Christian Picquet

Lettre aux organisations parisiennes

En prévision du prochain meeting de Le Pen à Paris, notre camarade Krivine a adressé la lettre suivante à toutes les organisations ouvrières et démocratiques :
Montreuil, le 24 mai 1984

Chers camarades,
Le Front national a décidé, pour clore sa tournée de meetings, de tenir un grand rassemblement avec Jean-Marie Le Pen, le 14 juin à Paris. Sa

venue dans toutes les villes de France a donné lieu à de puissantes manifestations antifascistes, unitaires. Il ne serait pas compréhensible que Paris soit une exception. En vue de discuter le type d'initiative unitaire qui pourrait être prise, nous vous proposons une réunion commune...

Pour le bureau politique de la LCR,

Alain Krivine

ELECTIONS EUROPEENNES

Règles de multiplication à droite

La multiplication des listes de droite aux européennes énerve prodigieusement Veil... Eparpillements et combats fratricides ont la vie dure depuis l'avènement de la V^e République. « Patience et longueur de temps »...

« Je voulais briser les partis, j'étais le seul à pouvoir le faire (...) J'ai eu raison contre tous », se félicitait de Gaulle. Il venait d'imposer par référendum, en 1962, l'élection du président de la République au suffrage universel. Il contraignait ainsi les partis de droite à se reclasser, après les « beaux jours » de la IV^e République. Gaullistes et républicains indépendants se rangeaient derrière le général, le MRP et les indépendants passaient pour un temps dans l'opposition.

Il peut paraître « rétro » de citer de Gaulle, à propos de l'état de la droite aux européennes, plus de vingt ans plus tard. Ce coup d'œil dans le rétroviseur permet pourtant de toucher du doigt une des racines de la crise de l'opposition aujour-

d'hui. Quel leader — Veil, Chirac, Barre ou Giscard — pourrait prétendre reprendre à son compte la citation gaulliste ? Aucun, c'est évident. Les deux premiers soutiennent bruyamment la liste « unie » de l'opposition (RPR, UDF) dont le poids s'effrite régulièrement dans les sondages. Les deux autres se tiennent à l'écart, affichant à son égard un enthousiasme qui ressemble fort à un désaveu.

Sans chef incontesté, les forces de la droite s'éparpillent. La liste Waterman-Gomez rassemble de nombreux giscardiens. Le Pen récupère les franges les plus « radicales » de l'UDF et du RPR, le centre se redonne « de l'air » en rassemblant radicaux « de gauche » et de



droite sous l'œil attendri de la super-star écologiste Lalonde, Nicoud, ex-frère ennemi de Poujade fait alliance avec lui, cette fois pour défendre les petits commerçants...

Cette multiplication des listes éclaire le revers de la « victoire » de De Gaulle. Les notables défendant en bons parlementaires les intérêts de leur clientèle électorale, se retrouvaient du coup dépossédés d'une bonne partie de leur pouvoir désormais aux mains du président et se voyaient, de gré ou de force, ramenés au rôle de « godillots ». Ce jeu-là comporte ses risques.

Un berger, une étable...

De Gaulle était de taille à rassembler des couches aussi diverses que les professions libérales, les petits commerçants, les patrons des PME, une bonne partie des cadres... Il remédiait ainsi, provisoirement, aux inconvénients du régime présidentiel. Mais, lorsque cette condition ne fut plus remplie, le troupeau s'éparilla...

Il n'existe, pour le

moment, à droite, aucun berger capable de le rassembler, aucune étable commune pour le parquer. Et, lorsque les états-majors de droite chantent les louanges de Thatcher ou de Kohl, ils ne peuvent s'empêcher de regretter à mi-voix leur impuissance à construire un bâtiment commun, un parti bourgeois unique, à la manière des conservateurs en Grande-Bretagne ou des chrétiens-démocrates en RFA...

Sans leader reconnu de tous, sans formation unique, la droite ne peut que tester les multiples combinaisons qui pourraient lui permettre de prendre sa revanche et de retrouver sa majorité perdue le 10 mai 1981. Ces allées et venues déboussolent une partie de ses électeurs, au grand dam des états-majors qui aimeraient profiter davantage du discrédit de la majorité.

De Gaulle paya, finalement, d'une disgrâce sa victoire sur les partis. Ses héritiers, toutes étiquettes confondues, n'ont toujours pas résolu cette crise à la peau dure. Les élections européennes en font à nouveau la preuve.

Michel Morel

TEMPS DE TRAVAIL

Un tapis vert anti-35 heures

S'est ouverte, lundi 28 mai, une sale négociation CNPF-syndicats. On appelle ça des « partenaires sociaux ».

En quoi un patron-licencieur est-il un « partenaire » pour un syndicat ouvrier ? Mais tous siègent ensemble pour mettre à mal la législation sociale en matière de licenciement et d'embauche. Ça s'appelle « flexibilité de l'emploi » et risque d'être le mauvais coup de l'année !

Un compromis, d'emblée, a été passé. Les dirigeants confédéraux ne mettent pas comme préalable la négociation sur les 35 heures. En échange, le CNPF remet au 25 juin celle sur l'assouplissement du droit de licencier. Pendant que là-bas, en Allemagne de l'Ouest, les métallos descendent dans la rue pour les 35 heures sans perte de salaire, avec embauche équivalente, ici les directions des centrales syndicales acceptent de négocier à froid la dilution du droit au travail. Elle est riche de capitulations, cette négociation qui durera pendant les congés payés, date

révée pour tous les coups de Jarnac.

Que veut le CNPF ?

D'abord, il s'est répandu en attaques contre les 35 heures. Préventivement, à cause du « mauvais exemple » allemand. Les 35 heures, disait Gattaz au *Figaro*, cela fait le jeu des Japonais, des USA et de la concurrence en général. Quelques jours après, dans le même *Figaro*, c'était au tour du chef du patronat allemand d'employer les mêmes arguments, sous le titre générique « Les 35

heures, c'est le chômage ». Colossal. Puis, ce tir de barrage effectué, face au peu d'engouement des directions syndicales nationales pour une campagne des 35 heures, le CNPF passe à l'offensive. Fort des déclarations de Mauroy sur la nécessaire adaptation des horaires d'utilisation des machines, il en veut plus.

Gattaz lance une formule : nous créons 470 000 emplois dans les entreprises de moins de 2 000 salariés (mais d'où vient ce chiffre clownesque) si... Si, d'abord, on en finit avec l'autorisation préalable de licenciement. Si, ensuite, on nous laisse embaucher des gens qu'on ne comptabilise pas à l'effectif (afin de ne pas augmenter le nombre de délégués du personnel, d'atteindre le seuil des cinquante pour créer un comité d'entreprise, d'éviter les taxes sur les salaires...). Si, enfin, on nous supprime les taxes parafiscales diverses. Rien que ça. Gattaz demande clairement le droit d'embaucher et de licencier selon la seule volonté

patronale, sans garantie sociale pour les intéressés (même pas celle d'être intégré à l'effectif). Et les syndicats siègent sans désespérer.

Ce n'est pas tout. Le CNPF veut aussi sortir du « carcan » du décret de 1982 sur le temps partiel. Selon lui, un contrat à temps partiel coûte trop cher. Retour donc à l'intérim, tout bonnement, et à la multiplication des contrats à durée déterminée. Tout cela est sur la table de ce qu'on a peine à appeler « négociation ». Dans le lot, passe un acquis, les contrats collectifs à durée indéterminée. C'est là la volonté politique du CNPF. Atomiser les travailleurs, les réduire à l'état d'individus face au bureau d'embauche qui pourrait pratiquer les conditions qu'il veut. Exit les femmes, aux jeunes de baisser l'échine devant n'importe quelle condition d'embauche, dehors les immigrés avec en lot de consolation un maigre chèque ne correspondant ni aux cotisations sociales qu'ils ont

versées ni évidemment à ce qu'ils ont rapporté au patronat pendant tant d'années. Une offensive majeure de division des rangs ouvriers se développe, après celle de l'UNEDIC, qui mit à mal l'indemnisation des chômeurs.

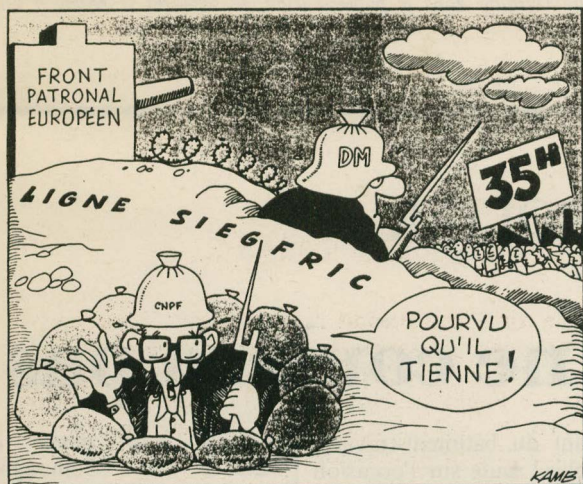
Où est le gouvernement ?

Surtout pas de loi sur le temps de travail, disait Gattaz la semaine dernière. Qu'à cela ne tienne, répond Mauroy. Discutez donc entre vous, entre partenaires sociaux. Cela réussit si bien au CNPF. De Lille, le 20 mai, il lançait que « Cette revendication [des 35 heures] doit être portée par les travailleurs ! Il leur revient de la faire avancer et le gouvernement peut les y aider. » Ben voyons. Pour expliquer cette redoutable avancée sociale, il ajoute que « les travailleurs acceptent une non-progression ou une moindre progression de leur pouvoir d'achat ». A ce jeu-là, les 35 heures peuvent

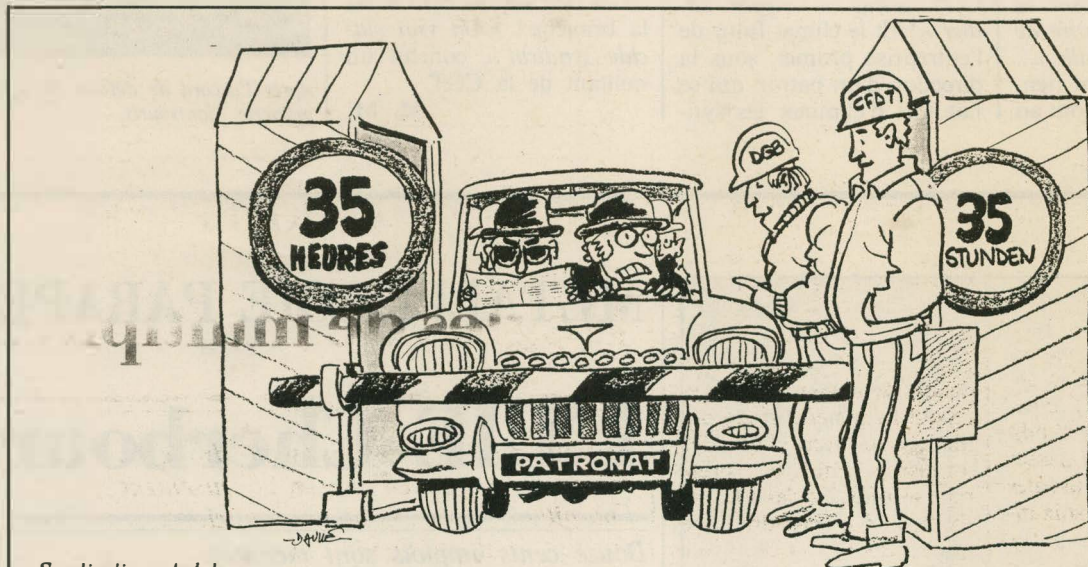
être acceptées par le patronat, elles s'appelleraient chômage partiel.

Mauroy enjoint donc « que des discussions s'engagent dans chaque secteur, dans chaque branche pour tenter par une réorganisation de la production liée à une réduction et à un aménagement du temps de travail pour sauver des emplois ». Les mots-clés du gouvernement sont donc « maîtrise des coûts salariaux et une utilisation plus efficace des équipements ». Que dit le CNPF de si différent ? Ce que Mauroy ne veut pas, c'est que le gouvernement intervienne, c'est que Mitterrand soit obligé d'arbitrer en faveur des grévistes, comme en 1982, qui voulaient la compensation intégrale des 39 heures, prévues par la loi. D'un œil attentif, le gouvernement guette, comme pour l'UNEDIC, l'heure où il lui faudra convaincre les directions des syndicats ouvriers de faire un pas dans le sens du CNPF. Au nom de l'union de la gauche.

Jean Lantier



La Vie ouvrière



Syndicalisme hebdo

SYNDICATS

Vive la grève... en Allemagne

Ce qu'il faudrait, c'est un front syndical commun pour les 35 heures sans perte de salaire, avec embauches équivalentes. Une campagne unitaire pour une loi des 35 heures, pour exiger de la majorité PS-PC qu'elle adopte au Parlement une telle loi. Une campagne syndicale avec tracts, affiches, autocollants communs, pour préparer la grève, comme en Allemagne de l'Ouest. Mais CGT, CFDT et FO préfèrent s'asseoir à la table de négociation. Quitte à parler par ailleurs, avec vigueur, de la solidarité avec le DGB...

« Aller vers les 35 heures est un objectif juste et réaliste, naturellement en le concevant en fonction des situations. Il y a des endroits où

on peut le faire tout de suite, il y a des endroits où il faut un peu plus de temps. Cela se négocie, s'examine. » Krausnick, dans une substantielle

interview au *Matin* du 28 mai, donnait ainsi les limites de l'offensive de la CGT en la matière. Bien sûr, la VO clame sa solidarité avec la lutte des ouvriers allemands. Mais de là à en prendre exemple, à se hisser au niveau de la fédération de la métallurgie allemande, il y a une frontière que le secrétaire général ne franchit pas.

Aussi la CGT donne un point de vue dans *l'Humanité* du 28 Mai, qui circonscrit la bataille des 35 heures aux limites de la salle des négociations patronats-syndicats sur la flexibilité de l'emploi : « La délégation CGT participera aux négociations avec la volonté de créer

les conditions unitaires (...) pour faire, notamment, qu'une étape déterminante soit franchie en direction des 35 heures sans perte de salaire pour l'ensemble des salariés. » Ce ne sont plus les 35 heures, mais l'étape vers les 35 heures. Et encore, elle n'est pas un préalable à la négociation.

Il sera difficile pour la direction confédérale CGT, même parmi ses adhérents, d'expliquer que sous un gouvernement de gauche, elle ne peut pas faire ce que l'IG-Metall et d'autres fédérations du DGB allemand ont fait. La grève pour les 35 heures sans perte de salaire, ce n'est valable qu'outre-Rhin ?

Jean Kaspar conduit la délégation de la CFDT à ces négociations. Il signe un édit dans *Syndicalisme hebdo* du 24 mai, qui diffère peu de ceux de Louis Vianet, chef de la délégation CGT. « Manifester sa solidarité avec le DGB, dit-il à la une de l'hebdo cédétiste, c'est d'abord agir ici pour poursuivre le processus de réduction du temps de travail. Alors oui, soyons plus résolus que jamais. » Soit.

Résolus à s'asseoir avec autorité autour de la table de négociation, pour « obtenir un engagement du patronat pour relancer la négociation sur le temps de travail, au cours de l'année 1984, pour préserver ou créer

des emplois et examiner, dans le cadre de l'obligation annuelle de négocier, les possibilités de conclusion de contrats de solidarité. » En effet, « soyons plus résolus que jamais ». L'objectif, à l'instar de la CGT, est celui du tapis vert. L'exemple de la grève allemande doit rester en Allemagne. Ici, on négocie. Et Kaspar réservera quelques bonnes surprises sur la compensation salariale si jamais le patronat français daigne négocier la question de la réduction du temps de travail.

Dans la France syndicale, la mode d'été est au réalisme.

J. L.

IMPRIMERIE MONTSOURIS

Une défaite de marbre

L'accord signé par la Fédération française des travailleurs du livre (FFTL) CGT à l'imprimerie Montsouris entérine les effets les plus radicaux des restructurations industrielles que condamne d'habitude la confédération.

La FFTL vient de faire un pas décisif vers le recentrage à la mode E. Maire, en proposant aux travailleurs de l'imprimerie Montsouris d'approuver un accord réduisant de moitié les effectifs, et diminuant de 10 à 30 % les salaires, avec retour à la semaine de travail de quarante heures en 3 x 8, au lieu des 33 heures en 3 x 6 en vigueur depuis deux ans, dans l'entreprise.

« Aujourd'hui, déclare la fédération dans une analyse de l'accord distribuée aux travailleurs, il n'y a pas de place pour l'illusion... C'est-à-dire pour la poursuite de l'action contre un compromis de défaite, fruit de négociations non stop entre la CGT, les pouvoirs publics, et le repreneur de l'imprimerie, Didier.

« Être fort, explique la FFTL, c'est aussi savoir ce que nous pouvons mettre de forces dans la bataille... Autant dire quasiment rien, comme le répétaient tout au

long de l'assemblée générale, les responsables de la CGT. « Tous ne participent pas aux actions... La lutte dure depuis des mois... Le soutien des autres travailleurs du livre est hors de portée. » Bref, il ne restait qu'à signer. « Il faut être réaliste. »

Il n'est pas venu à l'esprit des responsables de la CGT, d'envisager la possibilité d'une lutte, d'une liaison active avec les travailleurs, les syndicats, des autres secteurs d'activité touchés par les licenciements, pour construire ce « rapport de forces » qu'ils s'évertuaient à tout moment de décrire « au plus bas ».

L'exercice comportait des pirouettes grossières. Pour tous les intervenants en assemblée générale, le « nouvel accord » présenté par la CGT restait « l'accord Didier » ! Et le climat futur de l'entreprise promet, sous la direction d'un patron qui se fait fort d'éliminer les syn-

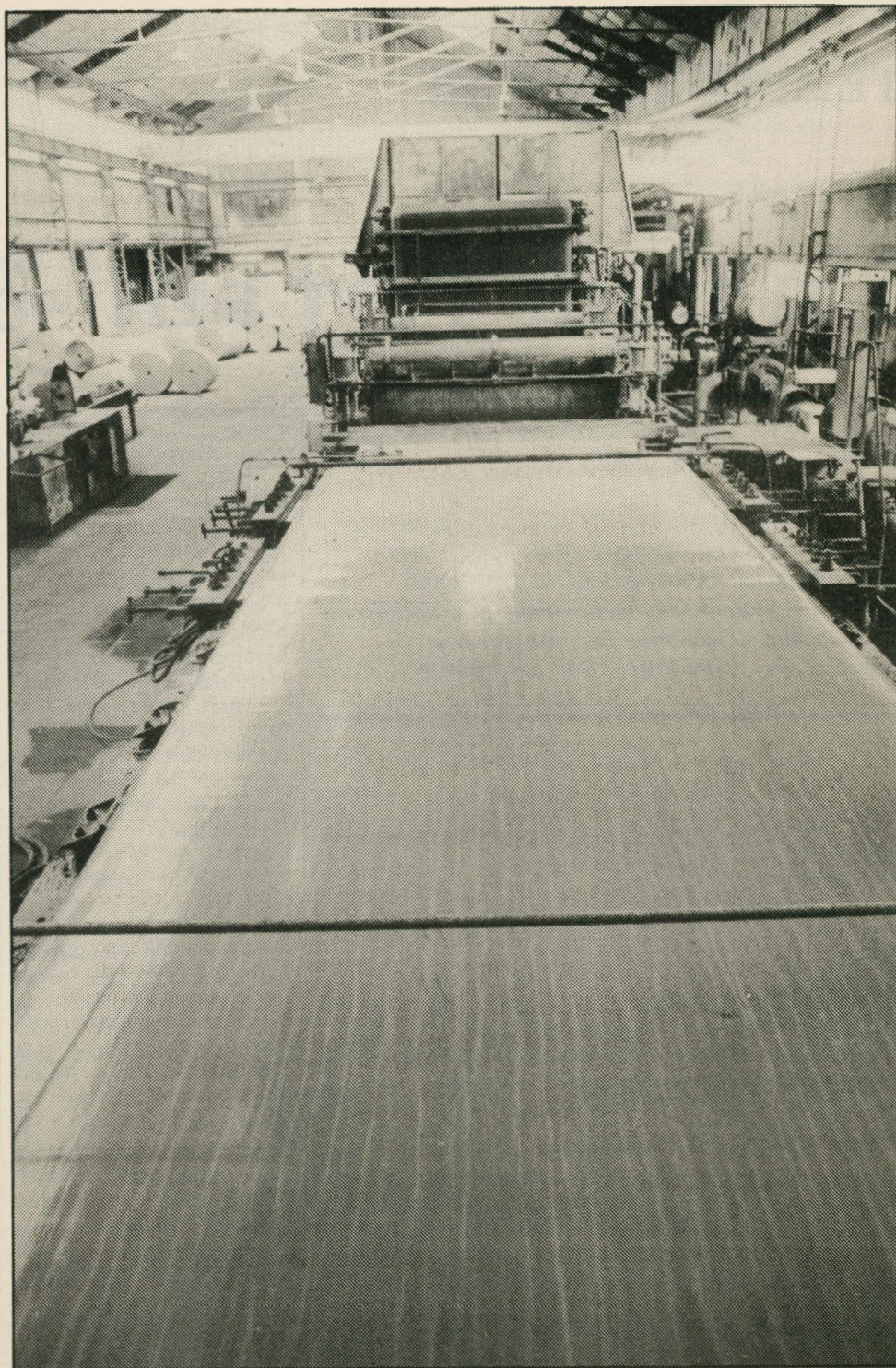
dicalistes gêneurs — il refuse la réintégration de huit délégués dont le licenciement a été jugé illégal dans son entreprise de Strasbourg — et d'imposer le travail élastique. La reprise de Montsouris avec la bénédiction des pouvoirs publics l'élève au rang de magnat de l'imprimerie.

« On va revenir vingt ans en arrière, et alors, on sera là, on se battra. » Les responsables CGT ressortaient de leur poche face à cet avenir sombre la lutte qu'ils venaient d'y enfouir pour faire passer l'accord... Bref, reculer, pour mieux lutter, dans les pires conditions.

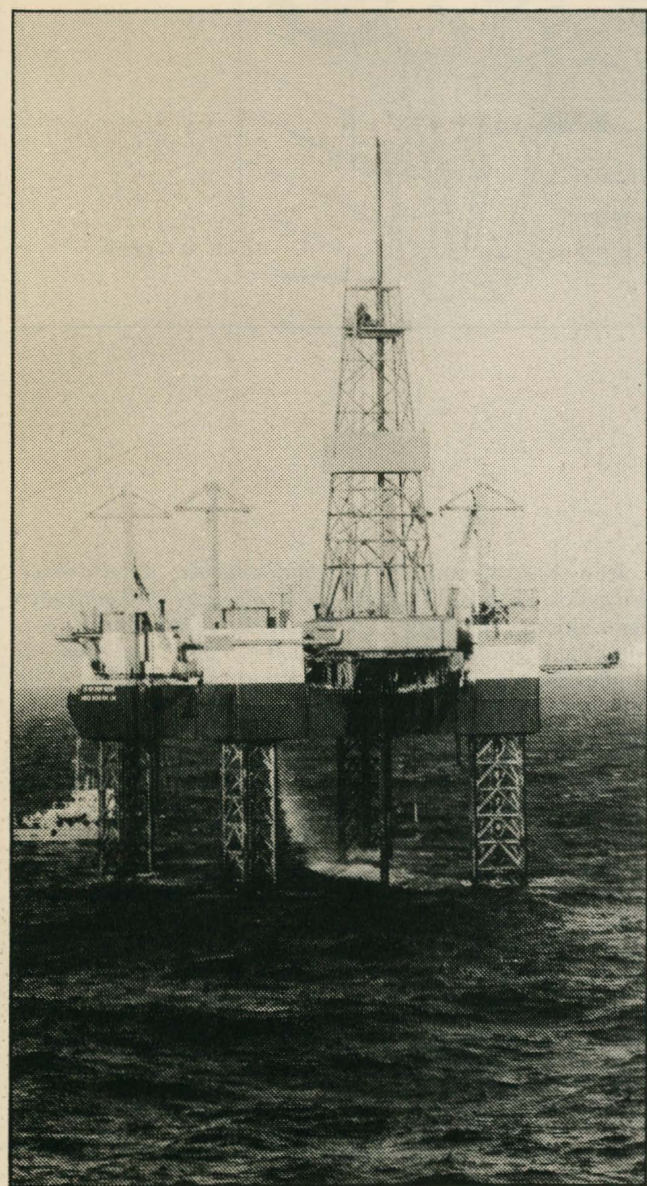
La démoralisation organisée a finalement emporté la majorité en assemblée générale, 403 travailleurs votèrent pour l'accord, 193 contre.

La fédération du PCF était venue expliquer à ses militants — contre l'avis de la section locale — qu'« il fallait accepter ». Le signal de la défaite est visiblement venu de haut. L'accord Montsouris offre un point d'appui, cautionné par la CGT, pour la remise en cause des acquis, dans toute la branche ! « Un vrai suicide syndical », conclut un militant de la CGT.

M. M.



Après l'accord de défaite de la Chapelle Darblay dans le papier-carton, le scénario se répète à l'imprimerie Montsouris.



METALLURGIE PARAPETROLIER

L'UIE-Cherbourg ne coulera pas

Douze cents emplois sont menacés aux chantiers de l'UIE-Cherbourg qui vient de déposer son bilan. Les travailleurs de l'entreprise retiennent en otage le Heimdal, dernier ouvrage construit.

« Trop, c'est trop, déclarait la CGT du chantier de l'UIE-Cherbourg (Union industrielle et d'équipement) le 9 mai, il faut faire entendre raison aux patrons de l'UIE et de l'AMREP. » « Le ton monte à l'UIE », titre le quotidien régional Ouest-France du 10 mai. « Après l'arrivée de Bouygues à la tête du groupe, il faut s'attendre, selon Pierre Vaultier, responsable CGT de l'UIE, à un climat tendu sur le terre-plein des Mielles [site de l'entreprise]. »

Les chantiers navals sont toujours sous le coup des plans de licenciement réduisant d'un tiers leurs effectifs (voir Rouge du 11 mai). C'est maintenant sur les

chantiers (fabrication de plates-formes de forage pétrolier que s'abattent les menaces de coupes claires dues aux « restructurations industrielles ».

L'affaire du groupe AMREP, dont l'UIE est une des filiales, défraie depuis des semaines la chronique boursière. Le président du conseil d'administration avait « dissimulé » une perte de 400 millions de francs pour l'exercice 1983... Celle-ci se chiffre en fin de compte à 823 millions, après expertise financière. Le titre AMREP, coté en Bourse, en est tombé de 1 120 francs en 1983 à 161 francs en mai 1984 !

Le groupe Bouygues

(géant du bâtiment-travaux publics) saute sur l'occasion pour se porter acquéreur, moyennant l'attribution d'un milliard de francs de crédits publics, afin de financer un « plan de redressement », accompagné du cortège habituel des restructurations et licenciements. Les pouvoirs publics, une fois n'est pas coutume, se faisant tirer l'oreille, Bouygues se retire. Le dépôt de bilan qui en résulte ne fait qu'accroître la mobilisation des travailleurs de l'UIE.

Samedi 26 et dimanche 27 mai, ils occupent le chantier. Les piquets de grève sont massifs, même à 2 heures du matin. Les occupants décident de retenir le Heimdal, dernier ouvrage construit qui devait être mis à l'eau ce week-end, profitant des hautes marées.

Devant les menaces de démantèlement, les syndicats CGT du groupe se sont adressés à Jean Auroux le 21 mai pour réclamer, de nouveau, « la reprise de l'AMREP par les sociétés pé-

trolières sous tutelle de l'Etat ». La Compagnie française des pétroles (CFP, 30 % de capitaux d'Etat, 5 % à Paribas) et Elf-Aquitaine (100 % de capitaux d'Etat) sont déjà actionnaires de l'AMREP, directement ou par le biais de filiales.

Auroux s'était opposé, dans le Monde du 17 mai, à toute « éventuelle reprise de cette société, en proie à de graves difficultés financières, par l'un des deux groupes pétroliers français (...) » précisant que « les actionnaires actuels, notamment Paribas et CFP, doivent mettre la main à la pâte » et avouant ainsi, au passage, que l'Etat ne contrôle même pas les groupes publics...

Les travailleurs de l'UIE n'ont en tout cas aucune intention de subir sans broncher les contre-coups des « dissimulations » financières du président du groupe AMREP. Ils l'ont démontré, massivement, samedi et dimanche dernier.

M. M.

SNCF

Les aiguilleurs des 35 heures

La lutte a débordé les fédérations syndicales à une échelle jamais vue depuis la grève de 1971. S'organiser, tenir, étendre le mouvement sont les questions permanentes auxquelles doivent répondre les grévistes.

Il risque d'y avoir des problèmes de retour du week-end de Pentecôte dans les gares. La FGAAC (syndicat autonome des roullants) et la CFDT ont déposé des préavis de grève pour le dimanche 3 juin minuit, à la suite de la rencontre avec la direction SNCF de lundi 28 mai. La CGT, elle, « maintiendra » son appui à l'action pour le mardi 5 juin « en fonction de l'évolution des négociations ».

Pour le moment, les rencontres syndicats-direction n'ont rien réglé pour les cheminots postés (quarante-cinq mille sur les deux cent cinquante mille agents de la SNCF). Les patrons ont toujours la ferme intention d'imposer leur conception de la réduction du temps de travail à trente-cinq heures : en diminuant la durée des

conditions de travail les tiennent.

Les deux jours de débrayage à l'appel des fédérations les 24 et 25 mai ont été très largement suivis. Le mouvement des aiguilleurs, des agents des chantiers de manœuvre ou de triage entamé depuis le 10 mai se confond avec le mécontentement général des cheminots devant la dégradation de leurs conditions de travail, la baisse de leur pouvoir d'achat, en vigueur à la SNCF comme dans l'ensemble de la fonction publique.

Un mouvement national

Mais au lendemain des deux journées d'action, les postés n'ont pas remis leurs débrayages quotidiens sur la

seau nord, Amiens avait repris ainsi que Paris-Nord, mais Le Bourget, La Chapelle étaient « toujours dans le coup ». Sur le réseau sud-ouest enfin, Juvisy venait de reprendre, mais plusieurs secteurs d'Austerlitz continuaient l'action ; Tours devait rejoindre le mouvement dimanche 3 juin.

Même s'il est différencié, inégal, c'est bien un mouvement national qui a débuté depuis la mi-mai, en dehors des fédérations syndicales — et même contre. Une grève où les cheminots ont pris eux-mêmes leur action en main dans nombre de centres. Sur le réseau Saint-Lazare-banlieue, les assemblées générales sont régulières ; un comité de grève représente les différentes sensibilités des travailleurs en lutte. A Rouen, les agents du Sernam occupent les locaux jour et nuit, les assemblées générales sont quotidiennes et « décisives ». Au triage de Sotteville-lès-Rouen, une « commission d'organisation de la grève » représente les agents des différentes filières. L'assemblée générale soutenue par la CFDT, FO et des militants CGT s'est adressée aux fé-

mêmes. » « L'autonomie prise par les gars à l'égard des appareils syndicaux m'étonne moi-même », remarque un militant CFDT chevronné de Paris-Saint-Lazare.

Silence et dénonciation

Les fédérations syndicales CGT, CFDT sont en effet « hors jeu ». La CGT avait d'emblée accepté la réduction du temps de travail à sept heures trente. Après avoir « laissé faire » au début du mouvement pour les repos compensateurs, elle a sorti l'artillerie au moment de l'affaire de la gare Saint-Lazare le 16 mai (voir Rouge de la semaine dernière). Elle freine aujourd'hui des quatre fers, et condamne toute apparition d'organisation, toute initiative des cheminots prenant leur lutte en main. Inutile d'épiloguer, la cote de la fédération est en baisse, de nombreux militants ne tiennent aucun compte de ses consignes, certains déchirent la carte...

Côté CFDT, c'est plutôt le silence, l'absence. « L'union Fer a disparu »,



lancé un appel à la poursuite de l'action.

« La grève risque de ne pas s'éteindre de sitôt », conclut un travailleur de Paris-Saint-Lazare. Pour couper court, la CGT a tenté d'associer dès le lendemain du 25 mai les autres fédérations à une nouvelle journée d'action le 5 juin. Ce tour de passe-passe risque de se transformer en son contraire : une invitation à poursuivre les débrayages jusqu'au 5 juin, au lieu d'arrêter la grève pour reprendre « sans garantie », ce jour-là.

A la suite de la rencontre

direction-syndicats du 28 mai, la fédération CFDT commentait ainsi les avancées de la négociation (pas plus de cent dix-neuf repos, avec tolérance jusqu'à cent vingt et un !) : « Il ne semble pas que l'on puisse arracher autre chose dans la période... »

Les postés n'en sont visiblement pas convaincus. C'est d'ailleurs en toute conscience qu'ils ont fait, « dans la période », le choix de formes de lutte qui échappent aux bons vœux des directions fédérales.

Michel Morel



quarts (de huit heures à sept heures trente), en refusant la possibilité de récupération en « repos compensateurs », pour les travailleurs du rail à leur poste de jour comme de nuit, les week-ends comme les jours fériés.

La SNCF ne veut pas négocier au-delà de cent dix-neuf jours de repos. L'application des trente-cinq heures compensées pourrait donner droit à cent trente-neuf journées pleines. Et cette exigence-là, les postés y tiennent autant que leurs

voies de garage. Mardi 29 mai, de nombreux centres étaient toujours en lutte : sur le réseau ouest, Paris-Saint-Lazare banlieue, Mantes, Achères, Asnières, Bécon... Sur le réseau sud-est dans huit circonscriptions sur dix de la région lyonnaise, au triage de Chasse, à Villeneuve-Saint-Georges, Ambérieux, Bourg-en-Bresse, au dépôt roulant de Grenoble et de Vaize. Sur le réseau est, à Reims et à Metz les arrêts de travail devaient débuter le 30 mai ; sur le ré-

dérations syndicales, leur demandant de « prendre leurs responsabilités ». La direction du syndicat CGT désavoue !

Les travailleurs prennent l'initiative et la contrôlent. A Paris-est aux ateliers de l'Ourcq, les trains étaient bloqués depuis trois jours. Les grévistes ont décidé de former un convoi pour transporter plusieurs centaines d'enfants de retour de colonie de vacances. « Nous fixons les heures et assurons la formation du train nous-

observe un militant parisien. Cela n'étonne guère les syndicats opposés à l'orientation d'une fédération parfaitement recentrée. Ils ont l'habitude de prendre l'initiative sans attendre d'éventuelles consignes. Mais certaines unions régionales cheminotes CFDT, n'ayant en rien une réputation les rangeant parmi « les oppositionnels », sont elles aussi obligées de décider, en l'absence de consignes fédérales. Au lendemain du 25 mai, sept régions CFDT ont



ELECTIONS EUROPEENNES

Des urnes
pour camoufler leur crise

**La CEE, instrument
des multinationales
et des banques**

Le 17 juin, pour la seconde fois depuis 1979, se dérouleront les élections au Parlement européen. Bien que ce dernier soit sans pouvoir réel, cette consultation ne constitue pas simplement une tentative de détourner l'attention des travailleurs européens des graves problèmes auxquels ils sont confrontés. Il ne s'agit pas seulement d'une opération de propagande visant à réhausser le crédit des institutions communautaires, à l'heure où le Marché commun connaît l'une de ses plus graves crises. Le prochain scrutin vise également à renforcer des institutions permettant une défense plus efficace des intérêts des bourgeoisies du vieux continent.

La Communauté économique européenne (CEE) n'a en effet pas été créée au profit de la population laborieuse, mais pour renforcer les capacités d'action des trusts et des multinationales. Elle fut le produit de la croissance capitaliste d'après-guerre. La taille des entreprises était devenue telle que, pour rentabiliser les investissements et diminuer les coûts de production, le capital européen dut s'engager dans l'unification des politiques commerciales des différents Etats, de leurs groupes financiers et de leurs industries. Constituer des marchés à sa taille et se doter de réserves de main-d'œuvre déplaçable à souhait : telles étaient les conditions pour faire face à la concurrence des impérialismes américain et japonais. La suppression des barrières douanières, la libre circulation des capitaux et des produits, la définition d'orientations communes dans des secteurs comme le charbon et l'acier furent le résultat de ce processus.

Parce qu'elle se maintenait dans le cadre de la propriété privée et donc de l'anarchie capitaliste, cette internationalisation de la production ne pouvait que s'effectuer selon les exigences du profit et non selon les besoins du plus grand nombre. Il est donc normal que ce soit pour les magnats de la finance, pour les trusts et les marchands de canons, que la CEE affiche les résultats les plus positifs.

L'intégration bancaire entre les principaux partenaires de la Communauté a fait de considérables progrès. Le marché financier s'est européanisé et il existe une opposition commune au capital financier des Etats-Unis et du Japon. Et, même si son développement est aujourd'hui bloqué, le Système monétaire européen (SME, créé en 1979) témoigne de la volonté des classes dominantes européennes de libérer les mouvements de capitaux, de coordonner leurs politiques en matière de crédit et d'harmoniser les conditions d'exploitation des classes ouvrières.

De même, dans le domaine commercial, les firmes européennes peuvent se féliciter de l'existence du Marché commun, les échanges intracommunautaires ne cessent de se développer. Pour ne prendre que ces deux cas, le Benelux vend 70 % de ses exportations à la CEE et les ventes françaises en Europe sont passées de 25 % en 1975 à plus de 50 % actuellement.

Enfin, l'intégration la plus spectaculaire s'est faite dans le domaine militaire. A l'exception de quelques catégories réduites d'armement, il n'y a plus de production nationale qui survive. Avions, blindés, canons sont devenus une production internationale sur le vieux continent.



**Pour les peuples,
c'est partout l'austérité
et les sacrifices**

Les masses populaires, elles, n'ont rien gagné et la crise économique ouverte depuis le milieu des années soixante-dix a coïncidé avec le déclenchement d'une impitoyable offensive contre leurs conditions de vie et de travail.

Le fait qu'aujourd'hui, les bourgeoisies européennes s'entredéchirent et cherchent à tirer leur épingle du jeu sur le dos de leurs partenaires, n'empêche nullement les institutions de la Communauté de stimuler les politiques anti-ouvrières des pays membres et de coordonner la restructuration des secteurs jugés non compétitifs au regard des normes capitalistes.

● **Leur Europe, c'est celle du chômage.** En cinq ans, celui-ci a pratiquement doublé dans la CEE, touchant à présent plus de treize millions de personnes contre sept en 1979. Dans tous les pays, le patronat exige la liberté totale de licenciement. Ce que reflètent les documents de la CEE lorsqu'ils prévoient une augmentation de 25 % du nombre des sans-emploi d'ici 1995.

Contrairement aux assertions selon lesquelles les restructurations d'aujourd'hui prépareraient les emplois de demain, l'objectif des possédants n'est pas le retour au plein emploi, mais la rentabilisation de l'outil industriel et l'accroissement de l'exploitation des salariés. Le rapport FAST de la Commission européenne indique ainsi : « Il y a un risque important que la Communauté compte, vers 1985, quinze millions de chômeurs (...) Il paraît fort probable que le "plein emploi" soit désormais et durablement hors d'atteinte. »

● **Leur Europe, c'est celle des sacrifices.** Au nom de la « solidarité », les travailleurs sont invités à accepter la dégradation de leur pouvoir d'achat. Partout, les mécanismes d'indexation sont mis en cause. En Belgique, après deux années de pertes successives du pouvoir d'achat, une nouvelle baisse de 2 % est programmée sur chacune des trois prochaines années. Aux Pays-Bas, les pertes s'élèvent à 2 % dans le privé et à 5 % dans le secteur public. Des résultats similaires sont enregistrés en Grèce, en RFA, en Italie, au Portugal et en Espagne.

Parallèlement, les capitalistes cherchent à démanteler les systèmes de protection sociale. Ils veulent obtenir la réduction des cotisations patronales (comme en Italie), la diminution des remboursements des dépenses de santé (comme c'est déjà appliqué en

Belgique, Italie et RFA) et le développement des assurances privées, la désindexation des allocations familiales (comme aux Pays-Bas).

● **Leur Europe, c'est celle de l'exode rural.** La politique agricole commune (PAC) est — paraît-il — la principale réalisation de la CEE. Mais, si elle a effectivement servi les intérêts des grandes firmes agro-alimentaires et des groupes commerciaux et financiers, elle a simultanément entraîné la chute régulière du revenu des petits et moyens paysans et une accélération des concentrations capitalistes à la campagne.

Rien qu'en France, on estime qu'en moyenne 40 000 exploitations disparaissent chaque année, depuis 1963. Selon les études de l'Eurostat, le revenu agricole annuel global a diminué de 6,3 % en 1983 par rapport à 1982 et le revenu net par agriculteur est actuellement à un niveau inférieur de 20 % à celui de la moyenne des années 1973-74-75. La masse des petits et moyens paysans fait face à un endettement croissant, surtout dans les pays où l'agriculture est la moins concentrée.

Les dernières mesures décidées à Bruxelles (réduction de la production laitière...) ne peuvent, dans ces conditions, qu'accélérer les faillites et l'exode rural.

● **Leur Europe, c'est celle du surarmement.** Alors qu'ils réduisent les dépenses sociales et amputent les rémunérations, tous les gouvernements d'Europe occidentale n'hésitent pas à dilapider des milliards pour financer la production d'engins de guerre ou pour assurer l'intervention de leurs troupes aux Malouines, au Liban, au Tchad, en Irlande. Le régime de madame Thatcher, qui fait figure de modèle pour les patrons européens vient ainsi d'augmenter son budget militaire de quelque 20 %.

**Une seule solution :
l'Europe des travailleurs**

Non, décidément, les travailleurs n'ont rien à attendre de cette Europe-là. Ils doivent refuser leur soutien aux tentatives des gouvernements pour rendre plus compétitive la CEE. Car le capitalisme européen n'est en rien plus progressiste que celui des Etats-Unis ou du Japon. Pour sortir leur système de sa crise, les patrons ont recours aux mêmes recettes sur tous les continents : ils veulent que le monde du travail règle l'addition.

Il ne faut donc accorder aucun crédit aux perspectives d'une intégration capitaliste plus poussée de l'Europe, d'une évolution vers la supranationalité qui aboutiraient au renforcement de la coordination des exploités. La solution ne réside pas non plus dans l'élargissement du Marché commun. Les disparités du produit intérieur brut par habitant au Portugal et en Espagne par rapport à celui de la Communauté, le retard des salaires, la faiblesse de la protection sociale et la gravité des déséquilibres régionaux ne peuvent conduire qu'à une pression considérable sur les populations de l'actuelle CEE comme sur celles des pays candidats. Car, pour réduire les déséquilibres, le capital devra accélérer la restructuration de l'appareil productif européen, accroître la productivité, en bref libérer une main-d'œuvre considérable, notamment dans l'agriculture. Dans ces conditions, la LCR, avec toutes les sections européennes de la IV^e Internationale, appuie la campagne de nos camarades espagnols et portugais contre l'entrée de leur pays dans la CEE.

Mais le repli sur « l'Etat national souverain » n'apporterait guère plus d'avantages pour les travailleurs. Il servirait en fait de justification pour des politiques anti-ouvrières encore plus brutales, sous prétexte de défendre l'industrie nationale contre la concurrence étrangère.

La LCR se bat donc pour l'Europe des travailleurs. Loin d'être utopique, cet objectif est la seule réponse concrète à l'internationalisation de l'exploitation capitaliste. Et c'est dans leurs luttes quotidiennes que les travailleurs le font vivre. Quand les métallurgistes ouest-allemands combattent pour les 35 heures sans diminution de salaire, quand les sidérurgistes français, espagnols ou belges, quand les mineurs britanniques se dressent contre les plans de licenciement, quand des millions de travailleurs italiens défendent l'échelle mobile des salaires, ils expriment les aspirations de l'ensemble des classes ouvrières.

L'Europe des travailleurs doit en premier lieu se construire par l'action commune des organisations ouvrières au niveau du continent, par exemple, sous la forme de réunions des syndicats par branche ou par trust pour déterminer des initiatives coordonnées et unifier les revendications. Elle peut aussi se concrétiser par des rencontres de travailleurs ou de viticulteurs français et espagnols ainsi que par des actions convergentes dans les zones frontalières.

La lutte pour la réduction de la semaine de travail serait aujourd'hui l'occasion de franchir un pas décisif dans la construction d'un rapport de forces au plan européen. Alors que le syndicat ouest-allemand de la métallurgie, l'IG-Metall, a déclenché une grève, alors que nombreux sont les syndicats qui avancent cette revendication, les bases existent pour une campagne interprofessionnelle, coordonnée, en faveur des 35 heures, sans perte de pouvoir d'achat ni d'avantages acquis. Le moment serait aussi favorable pour que tous les députés se réclamant du mouvement ouvrier introduisent simultanément, dans les Parlements





politique européenne que réclame le grand patronat français.

Si au cours de sa campagne électorale, le PCF feint de condamner l'« Europe de la crise et de la régression », il n'en cautionne pas moins les choix du pouvoir. Ses ministres, ses députés n'ont rien fait pour empêcher concrètement la subordination aux diktats de la CEE. Et il n'a rien fait non plus pour avancer vers l'Europe des travailleurs. Marchais et les dirigeants communistes ne manquent d'ailleurs pas une occasion d'affirmer qu'ils ne remettent pas en cause le cadre de la CEE : « Les règlements et les comportements des institutions communautaires doivent être mis au service des coopérations industrielles en Europe, dissuader les pratiques contraires, jouer un rôle efficace de protection face aux importations excessives, contre les détournements de trafics... » C'est clair ! Le PCF propose la réforme du Marché commun, sa rationalisation, mais il se garde bien de mettre en cause les intérêts économiques qui lui ont donné naissance.

de l'occasion pour intensifier son soutien aux peuples en lutte contre l'impérialisme — à commencer par ceux d'Amérique centrale en butte aux agressions de Reagan — et aux travailleurs des pays de l'Est qui combattent l'oppression bureaucratique. Tel est le sens du rassemblement qu'elle a organisé les 26 et 27 mai au Bourget et de son appui aux manifestations du mois de juin contre la venue en France du président américain.

Victime d'une loi électorale scandaleuse, qui ne prévoit le remboursement des frais de campagne que pour les listes ayant dépassé 5 % des suffrages (alors que les groupes représentés à l'Assemblée de Strasbourg se partagent des millions de subventions), notre organisation a dû renoncer à présenter des candidats. Conformément à sa ligne d'action générale, la LCR appellera donc à voter en faveur des listes ouvrières indépendantes du gouvernement, c'est-à-dire à celles qui s'opposent à la fois au retour de la réaction et à l'orientation développée par le PS et le PCF.

La LCR dans la campagne

Au-delà de son caractère européen, l'élection du 17 juin se déroulera dans un contexte lui donnant une indéniable portée nationale. La politique d'austérité mise en œuvre par les partis gouvernementaux, en introduisant le désarroi et la désorientation parmi les travailleurs, permet à la droite d'espérer faire de cette échéance un moment fort de sa stratégie de reconquête. De ce point de vue, au soir du scrutin, les résultats des forces en présence constitueront un test national et modèleront les évolutions politiques ultérieures.

Cette situation guide l'attitude de la LCR. Notre organisation appelle à s'opposer aux forces réactionnaires qui cherchent à obtenir un plébiscite en faveur de la politique anti-ouvrière qu'impulse l'Europe des Dix. Elle dénonce la politique d'austérité et de capitulation des grandes formations ouvrières devant les exigences du capital européen. Elle appelle donc les travailleurs à faire entendre leur voix, à se mobiliser pour leurs propres solutions à la crise, pour imposer une ligne conforme aux aspirations exprimées par l'opinion ouvrière, au printemps 1981.

A l'Europe du chômage et de la régression sociale, la LCR oppose celle de la solidarité ouvrière, de la lutte contre la course aux armements et contre les missiles américains, de l'égalité des droits entre immigrés et nationaux. Et elle entend profiter



→ nationaux et à l'Assemblée de Strasbourg, des propositions de loi répondant à cette exigence.

Si aucune des grandes organisations ouvrières européennes n'a encore pris de telles initiatives, c'est qu'elles craignent leur dynamique. Car, au bout du compte, les combats de classe qui se développent actuellement en Europe sont porteurs d'une alternative à la crise du système. Une alternative dont les priorités sont dictées, non par la course au profit de quelques privilégiés, mais par les besoins les plus urgents du monde du travail. Et cette alternative trace clairement le chemin pour en finir avec le chômage et la pénurie actuelles : briser le carcan de la propriété privée, casser la puissance des grands monopoles et des banques, réorganiser l'économie par la mise en œuvre d'une planification démocratiquement élaborée par les travailleurs.

Le PS et le PCF se soumettent aux diktats du capital européen

En France, le PS et le PCF, qui partagent les responsabilités gouvernementales, tournent le dos à cette voie. Mauroy affirme que « Les 35 heures doivent être la revendication majeure. » Mais qu'a-t-il entrepris pour lui donner satisfaction ? Il ne fait pourtant aucun doute qu'en France (seconde puissance économique de la CEE), un vote au Parlement limitant la semaine de travail à 35 heures provoquerait un tel élan que tout le continent, qu'aucun capitaliste, aucun gouvernement réactionnaire ne pourrait y résister.

Si nos gouvernants se contentent de quelques phrases ronflantes, c'est que leur action depuis le 10 mai 1981, est guidée par la volonté de composer avec les règles du capitalisme international. De ce point de vue, le plan d'austérité de mars 1983 a consacré l'alignement des dirigeants français sur les orientations en vigueur chez nos voisins, leur capitulation devant les diktats du capital français et européen. Le Premier ministre rend parfaitement compte des cau-

ses essentielles de sa politique actuelle lorsqu'il indique : « La France ne peut conduire une politique de gauche intégrale si les autres pays européens appliquent des politiques de droite. »

L'intervention de Mitterrand devant le Parlement européen, le 24 mai, a largement confirmé cette tendance. Au point que le Monde a pu écrire : « Elle souligne, venant après d'autres déclarations sur la Communauté et ses prises de position répétées en faveur de la solidarité occidentale en matière de défense, que M. Mitterrand a désormais sur l'Europe des positions qui l'auraient jadis situé plus près du centre que de nombre de ses amis. » Voici donc l'élus du 10 mai placé en la compagnie peu flatteuse de Giscard, Barre ou Veil, c'est-à-dire des tenants de la



SYNDICATS

Les postiers et métallos CFDT en congrès



On est loin des orientations de 1976.

PTT

La direction suit la confédération

Le congrès de la fédération CFDT des PTT s'est tenu à La Rochelle du 15 au 18 mai. Trois débats, l'emploi, les salaires, l'unité d'action ont illustré l'évolution de la direction fédérale et les résistances qu'elle rencontre.

Un choix net a été fait par le bureau national de la fédération des PTT : « *apprécier positivement* » la circulaire ministérielle du 11 juillet 1982, plus connue sous l'appellation de « plan Daucet ». Celle-là même qui fut, en octobre dernier, le motif de la grève des centres de tri. La direction de la fédération a ainsi entériné, au nom des règles de fonctionnement de l'économie de marché, les nécessaires sacrifices sur l'emploi dans de nombreux secteurs des PTT.

Ainsi, il fallait, selon elle, reconnaître que l'acheminement du courrier de façon à le distribuer le lendemain du jour où il est posté (J + 1) est « *un choix anti-économique et antisocial* », comme le disait Denis Tonnerre, secrétaire général, dans la présentation du rapport d'activité le 15 mai. Toujours selon lui, « *une telle conception met en cause la rentabilité de la poste et donc son existence comme monopole* ».

Avec une telle boussole, la fédération avait décidé tout naturellement de laisser les centres de tri se débrouiller entre eux, localement, pour défendre leurs acquis et leurs effectifs. « *C'est vrai !* », argumentait Denis Tonnerre, *quelques suppressions d'emplois dans un centre de tri sans déplacement de personnel ne se comparent pas avec la situation de la sidérurgie, de l'automobile et plus près de nous de la téléphonie. Ce constat pose en termes clairs nos responsabilités vis-à-vis de la CFDT*

de travail et réduction de la durée du travail. Elle oppose aux avancées collectives en ce domaine des arrangements individuels (mi-temps, temps partiel, horaires variables, etc.). » L'actuel texte d'orientation, lui, affirme que « *l'aménagement du temps de travail, les horaires variés et variables, le temps partiel font partie aussi des moyens et des choix individuels d'organiser ou de réduire le temps passé au travail. L'individualisation des horaires ne doit pas être opposée aux principes des règles collectives de travail...* » Ces formules volontairement contournées permirent de réduire à 14,6 % (contre 77 % et 8,47 % d'abstentions) la demande de suppression de ce passage. A n'en pas douter, les commissions travailleuses auront du pain sur la planche si elles veulent imposer aux structures les moyens de mobilisation pour un véritable droit à l'emploi des femmes !

En réalité, il s'agit bien sur le fond de réponses à la crise, conformes au syndicalisme « *solidaire* » proposé par la direction confédérale. Savoir remettre en cause les privilèges de certains, telle est la mode confédérale ! Les travailleurs des centres de tri ne peuvent qu'apprécier... Ce souci de se répartir la pénurie — « *le redéploiement* » — a conduit la direction fédérale à tolérer des suppressions de postes sans qu'ils se retrouvent ailleurs.

Ce volet de la politique fédérale a été à juste titre le plus contesté. Dans les interventions sur le rapport d'activité. Et par un amendement qui visait à ne tolérer les redéploiements qu'à la condition que les contentieux locaux aient été réglés et que les trente-cinq heures soient appliquées. Adopté par 58,45 % des mandats (34,8 % de contre et 7,45 % d'abstentions), il porte un coup sévère à la politique de la fédération sur les effectifs.

En revanche, la fédération a réussi, par un amalgame douteux, à remplacer la position de la plate-forme 1981 au sujet du temps partiel. « *En permanence*, disait celle-ci, *et à l'image des objectifs du patronat, l'administration cherche à confondre aménagement du temps*

de travail et réduction de la durée du travail. Elle oppose aux avancées collectives en ce domaine des arrangements individuels (mi-temps, temps partiel, horaires variables, etc.). » L'actuel texte d'orientation, lui, affirme que « *l'aménagement du temps de travail, les horaires variés et variables, le temps partiel font partie aussi des moyens et des choix individuels d'organiser ou de réduire le temps passé au travail. L'individualisation des horaires ne doit pas être opposée aux principes des règles collectives de travail...* » Ces formules volontairement contournées permirent de réduire à 14,6 % (contre 77 % et 8,47 % d'abstentions) la demande de suppression de ce passage. A n'en pas douter, les commissions travailleuses auront du pain sur la planche si elles veulent imposer aux structures les moyens de mobilisation pour un véritable droit à l'emploi des femmes !

L'unité ou les illusions

Au sujet de l'unité d'action, la fédération confirme qu'elle ne considère plus la CGT comme partenaire privilégiée. Au nom de trois raisons. D'une part, la CGT porte seule la responsabilité de la désunion. D'autre part, l'unité est une illusion : elle ne se réalise plus depuis des mois. Enfin des divergences très importantes existent, notamment sur les questions internationales. Nous voilà bien loin des positions de 1976, affirmant la nécessaire construction de l'unité sans préalable idéologique...

En ce domaine, avec un temps de retard, la fédération suit la confédération. Et l'amendement qui visait à rétablir dans le texte la CGT comme partenaire privilégié a recueilli 36,23 % des mandats contre

53,63 % et 10,14 % d'abstentions.

Salaires : on révisé aussi

Sur le troisième débat, celui sur les salaires, le bureau national avait derrière lui la grève du 8 mars, à l'occasion de laquelle il s'était démarqué de la direction confédérale. En fait, un tel désaccord doit être bien compris pour ce qu'il est.

D'une part, la pression est réelle, dans le secteur, où l'essentiel des salaires sont très bas. Par ailleurs, avec la proximité de son congrès fédéral, la direction nationale était encouragée à donner l'image d'une distance avec la confédération.

Cependant, les revendications réellement mises en avant par la fédération doivent être connues : elle demandait trois points uniformes (1) pour le rattrapage de 1984. Elle se serait même contentée de deux points au lieu de 500 francs. Selon elle, comme elle l'a précisé par la suite, cela aurait été possible si l'ensemble des organisations CFDT avaient fait front commun avec le gouvernement contre l'ensemble des autres organisations syndicales plus favorables à l'indexation !

En pratique, tant par sa participation à l'action d'abord que par ses explications ensuite, elle avait donc préparé le terrain pour imposer sa nouvelle revendication salariale : un minimum de rémunération à 4 800 francs net au 1^{er} janvier, le maintien du pouvoir d'achat jusqu'à deux fois le salaire minimum revendiqué, la progression des bas salaires par l'attribution de points uniformes jusqu'à l'indice 390 brut et de points dégressifs au-delà pour éviter les chevauchements d'indices.

L'amendement du Puy-de-Dôme, qui entendait garantir le pouvoir d'achat de tous au minimum de 4 800 francs, une augmentation prioritaire des bas salaires et trente-cinq points pour tous, a recueilli 1 799 mandats pour, 6 241 contre et 1 058 abstentions.

Ainsi, tant en matière de salaires que d'emploi, la notion de « *solidarité* », c'est-à-dire déshabiller Pierre pour habiller Paul, s'est imposée au lieu d'une politique mobilisatrice offensive. Et, même si subsistent çà et là quelques différences entre directions fédérale et confédérale — compte tenu de l'histoire de la fédération et

des milieux qu'elle recouvre —, il y a alignement sur les questions essentielles. Cette orientation, cependant, s'est vue sanctionnée par le vote sur le rapport d'activité : 63 % de pour (-1,4 % par rapport au congrès de 1980), 30,36 % de contre (+4,5 %) et 6,6 % d'abstentions (-3,3 %).

Ce vote, en fait, est le plus significatif. Le choix des amendements, désormais, est opéré de façon caricaturale et ne permet donc pas de mesurer les évolutions avec précision. « *Le fonctionnement anti-démocratique, centraliste* », largement dénoncé en cours de congrès, déforme donc les véritables rapports de forces. Mais une partie des militants interiorise la crise et finit par accepter, faute d'alternative plus crédible, les propositions de la direction. Mais, comme le prouve le vote majoritaire de l'amendement contre les redéploiements, le bureau national aurait tort de se sentir définitivement légitimé.

Patrick Tatain

1. Dans la fonction publique le salaire est calculé en points (20,50 francs actuellement) multiplié par l'indice (catégorie et ancienneté).

METAUX

Garder les patrons, changer les syndicats

Malgré quelques points marqués par la direction, le congrès de la métallurgie CFDT montre que rien n'est vraiment joué dans cette fédération.

Même si la presse n'en a retenu que le départ des sidérurgistes lorrains, le congrès de la FGMM (1) est loin de se réduire à cet événement. Comme il ne se résume pas non plus aux scores de la direction sur le rapport d'activité (70,9 % au lieu de 73,09 % en février 1981) ou à celui sur le rapport d'orientation (82,6 % au lieu de 77,35 %). Ni aux 27,71 % de contre et 1,33 % d'abstention (21,09 % et 5,89 % en 1981) sur le rapport d'activité.

Trois phénomènes apparaissent nettement. Tout d'abord, à l'inverse d'il y a trois ans, l'apparition d'une base — autour de 25 % de la fédération — réellement convaincue actuellement du bien-fondé de l'orientation. Ces militants expliquent en effet leur pratique « *réaliste* », à la recherche de « *pa-*

trons pragmatiques », par l'analyse confédérale de la crise économique et par l'absence de perspectives socialistes crédibles. Encore se justifient-ils en tirant argument de la faible mobilisation ouvrière.

25 % de convaincus

Cet argument ne pouvait être réellement contré par la seule dénonciation de l'absence d'appels à la mobilisation au niveau des confédérations ! Et, une fois partis les sidérurgistes lorrains, les opposants présents ne pouvaient pas le combattre en s'appuyant avant tout sur leurs résultats pratiques.

Cette opposition, regroupant environ 20 % des présents de l'ex-fédération des métaux, en train de clarifier et d'homogénéiser ses analyses et ses propositions, ne pouvait pas non plus pré-

senter une alternative défendue pendant les mois précédents le congrès.

Entre ces deux pôles, la moitié du congrès, gonflée encore par l'apport des 12 695 mandats des mineurs (2) a suivi la direction, plus faute d'autre chose que par conviction. Quelques votes le montrent. Sur les statuts, par exemple, la direction fédérale de la FGMM proposait un espacement des congrès (tous les quatre ans au lieu de tous les trois ans). Elle n'obtenait que 31,15 % des mandats ! Elle fut aussi battue largement, à main levée, sur une proposition visant à porter de 37,5 à 40 le nombre d'annuités ouvrant le droit à la retraite. « *C'est irréaliste pour le financement des caisses et ouvre la porte à la généralisation du droit à la retraite à 55 ans* », arguait le rapporteur...

Sur l'unité d'action, en revanche, elle l'emporta pour rejeter la référence à la CGT comme partenaire privilégié. Mais 29,4 % se prononcèrent pour, métallos et mineurs mêlés (contre 31,7 % au précédent con-

NICARAGUA

Contre Reagan-la-barbarie, tous dans la rue !

Le 6 juin, Ronald Reagan sera en France. Sur les plages normandes, il participera aux commémorations du quarantième anniversaire du débarquement allié.

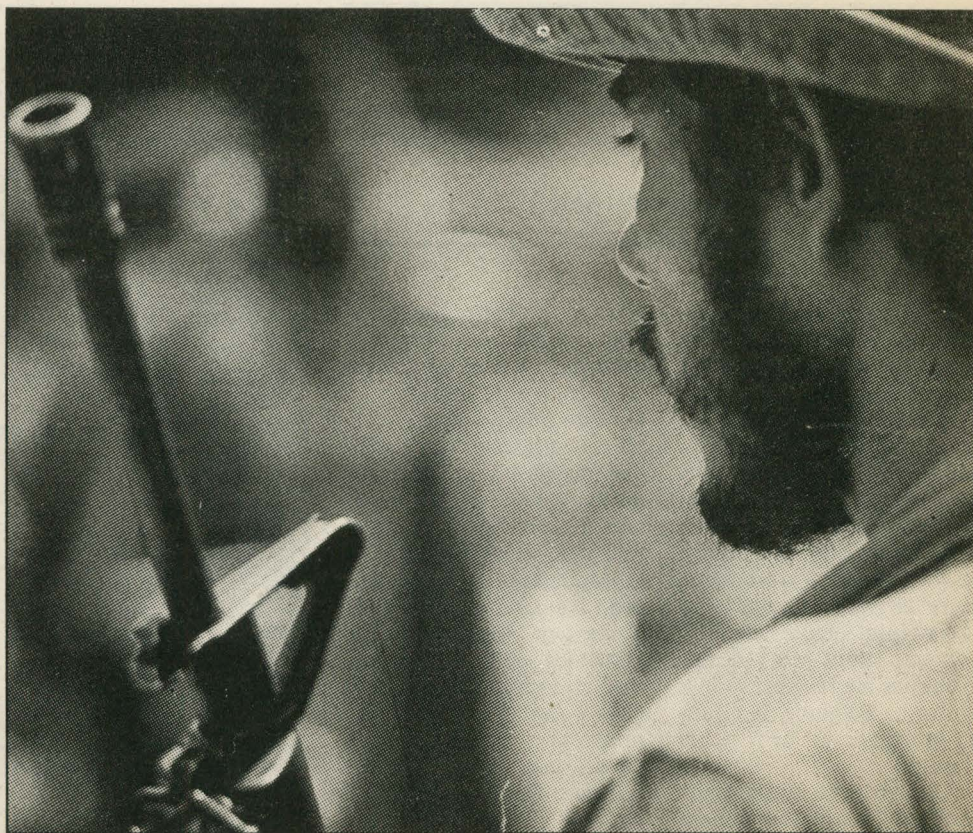
Le symbole du surarmement et de l'exploitation

Du Salvador au Chili, de la Turquie à la Corée du Sud, de Haïti au Guatemala, pour tous ceux qui subissent le joug de dictatures sanglantes, son nom est synonyme d'exploitation éhontée, de répression meurtrière.

En Europe, pour tous ceux qui sont victimes de plans d'austérité faisant la part belle aux dépenses d'armement, il symbolise les menaces de guerre que l'OTAN, cette alliance contre-révolutionnaire, fait peser. Sur eux et sur l'humanité entière.

C'est lui qui a mené contre les travailleurs des Etats-Unis l'offensive la plus brutale depuis plusieurs décennies. C'est lui qui n'a pas hésité à mettre au chômage plus de dix millions de personnes, à diminuer brutalement l'ensemble des budgets sociaux, réduisant quarante millions d'Américains à la misère. Et c'est lui qui, dans le même temps, a doublé le budget militaire US. Jusqu'au moindre détail, tout a été prévu afin qu'il soit la vedette américaine de la commémoration du 6 juin.

Reagan-la-guerre, Reagan-la-barbarie, engagé dans la campagne pour sa réélection en novembre prochain, espère ainsi apparaître comme l'héritier de



● **Le samedi 2 juin à 16 heures à Caen :**
manifestation régionale, à l'appel des comités normands et bretons de solidarité avec l'Amérique centrale ainsi que de nombreuses organisations dont la LCR.

● **Le mercredi 6 juin à 18 h 30, place de la République à Paris**
manifestation à l'appel de plusieurs dizaines d'organismes de solidarité et du PSU, de la LCR, des JCR, de Lutte ouvrière, de la Fédération de la gauche alternative, du CODENE, de l'UTCL, du PCML, etc.

ceux qui ont combattu et mis à genoux le régime nazi.

C'est une imposture. Une

provocation. En premier lieu pour les peuples du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala. Car pour ceux-ci, le nom du président américain symbolise l'escalade meurtrière dont ils sont les victimes. Pour briser leur combat contre la misère et la faim, pour leur libération nationale et sociale, Reagan et son administration multiplient les provocations.

Le bourreau des peuples d'Amérique centrale

Des milliers de soldats américains participent actuellement à des manœuvres ou stationnent au Honduras et dans les Caraïbes. Contre le Nicaragua révolutionnaire, la CIA entraîne, finance et arme des groupes de mercenaires et d'anciens partisans du dictateur Somoza. De 1 500 en 1982, ces mercenaires sont 18 000 aujourd'hui.

Leur action, relayée par le récent minage des ports nicaraguayens par les services spéciaux de Washington, a pour objectif de désorganiser l'économie du

pays, de l'étrangler, de contraindre ce peuple courageux à consacrer toujours plus de ressources à sa défense. Déjà, le gouvernement sandiniste a dû affecter le quart de son budget à la guerre, ses réserves de devises sont épuisées et la production chute dangereusement.

En agissant de cette façon, le chef de file de l'impérialisme prépare les conditions d'une intervention directe en Amérique centrale, comme il l'a déjà fait, en octobre 1983, contre l'île de la Grenade.

C'est dire que l'indifférence, la passivité sont interdites à tous ceux qui sont attachés au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Le bourreau des peuples d'Amérique centrale, le fauteur de guerre nucléaire doit recevoir l'accueil qu'il mérite !

● Tous aux côtés de la révolution nicaraguayenne menacée, tous aux côtés des combattants salvadoriens et guatémaltèques !

● A bas l'impérialisme génocidaire ! Reagan hors d'Amérique centrale !

grès). Cet amendement, présenté par les métaux de Saint-Nazaire avait été dénoncé par le rapporteur comme allant dans le même sens que les thèses de l'opposition, dont plusieurs syndicats avaient déposés des amendements similaires mais plus précis. Ce chiffre de 29,4 %, dans les conditions particulières du congrès, est plus significatif d'un courant qui juge nocive l'actuelle orientation fédérale et confédérale : « *Unité avec la CFDT !* », criait d'ailleurs, après le vote, tel ou tel délégué de Loire-Atlantique pour tourner en dérision ce qui, en fait, revient à une impossibilité de mobiliser.

Affirmer une alternative

Cependant, pour le moment, la méfiance l'emporte à l'égard des syndicats dénoncés — surtout par des manœuvres de couloir — comme proches du regroupement « pour une autre démarche syndicale ». Pour qu'existe une alternative, les 15 % contre la résolution d'orientation devraient se retrouver sur des propositions et une pratique syndicale avec tous ceux qui ont voté l'amendement de Saint-Nazaire. Un tel accord aurait une influence bien plus large que les 29,4 % recueillis au congrès...

Quelques votes, d'ailleurs, montrent que l'opposition est loin d'être vouée à l'isolement. Celui, par exemple, d'un amendement demandant le retrait des entreprises nationalisées de l'UIMM (3). Pendant trois jours, la direction n'avait pas perdu une occasion de le dénoncer : elle proposait, pour sa part, que les syndicats des entreprises nationalisées fassent pression sur leurs patrons afin qu'ils soient l'aile marchante, moderne et ouverte de l'UIMM... En défense de l'amendement, il était montré à quoi servaient — dans les caisses patronales — les cotisations (de 1 500 à 2 000 francs) versées par des entreprises dont la plupart se déclarent en déficit et touchent des fonds publics. L'argent des impôts finançant les attaques antisyndicales de Gattaz et compagnie... Ce texte n'obtint que 19,58 % des mandats ; mais ce résultat rend mal compte du nombre de débats soulevés dans les délégations.

Il en est de même pour un amendement présenté par le SLIM (l'un des trois syndicats de Lyon). Il rejetait toute perte du pouvoir d'achat au-dessous de deux fois le SMIC revendiqué : « *Pour que nous nous concentrons sur l'essentiel : la réduction massive du temps de travail.* » Il obtint 24,6 % ; la direction argumentait au nom de ce qui est « *réellement possible* ».

d'imposer dans des accords... entreprise par entreprise.

Le départ des sidérurgistes

On le voit, il était difficile de poser, dans ce congrès, la question de la mobilisation d'ensemble. Le départ des sidérurgistes n'y est pas pour rien : en participant aux débats, ils auraient pu faire concrètement apparaître la logique commune aux luttes de ces derniers mois (Talbot, la navale, Citroën, etc.). Après leur grève générale régionale et l'unité d'action imposée au cours de la mobilisation, ils avaient de quoi se faire entendre ! Mais leur départ, précisons-le, n'a rien d'un coup de tête.

Il traduit avant tout le durcissement de la base militante : à un certain moment, elle s'était même prononcée pour le pur et simple boycottage du congrès. Ils sont cependant venus, résumant leurs opinions dans un tract. On y perçoit une allusion à la promotion récente de Chérèque : « *Dans notre organisation qui connaît des difficultés, (...) nous pensons que certains camarades jouent leur avenir plutôt que celui de l'organisation et de l'intérêt des travailleurs.* »

Surtout, ils rappelaient divers exemples d'absence de démocratie du secrétariat de la FGM à leur égard et soulignaient comment ils étaient « *en pleine action avec tous les travailleurs depuis le début de l'année, contre de nombreux aspects du plan acier gouvernemental approuvé par la fédération CFDT.* » « *Le débat sur les orientations, affirmaient-ils, est faussé, dans la mesure où le secrétariat national, s'il est reconduit, continuera une pratique syndicale dirigiste et non démocratique, chaque fois qu'il rencontrera une opposition interne majoritaire aux objectifs qu'il a décidés en petit comité restreint.* »

Pour aussi vrai que soit ce jugement, le départ d'une délégation de cette importance ne faisait pas avancer le regroupement d'une alternative à la direction ! Mais leur tract posait cependant bien le problème actuel de la fédération : se réorienter, quant à sa pratique et quant à son orientation ou déperir encore plus. Calculés sur la base de huit timbres par an (base des chiffres de 1979), les effectifs de syndiqués sont tombés, malgré les créations de sections dans de petites entreprises, de 130 000 à 75 000 environ !

Pierre Rème

1. FGMM : Fédération générale mines et métallurgie.
2. Officiellement, 94 000 mandats pour la FGM et 12 695 pour les mineurs, qui avaient voté leur rapport d'activité à 98,7 % des mandats la veille de la fusion.
3. UIMM : Union (patronale) des mines et de la métallurgie.

Dernière semaine

La pensée vivante de Sandino 70 F au lieu de 95 F 480 pages

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français. Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junta de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

Je souscris pour exemplaires à **70 F**

Frais de port x **13,10** par exemplaire :

Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

☐ Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11^e (M^o Nation).

☐ Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom Prénom
Adresse

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

La semaine prochaine dans Rouge ,
une interview d'un ancien dirigeant
de la CFDT, Gilbert Declercq

AFRIQUE DU SUD

L'apartheid en tournée

Pour protester contre la venue de Botha, la riposte s'organise en France. Dès le 6 juin, c'est une manifestation unitaire qui aura lieu à Amiens. Le gouvernement veut banaliser sa collaboration, économique entre autres, maintenue avec l'Afrique du Sud.

Le Premier ministre sud-africain, P. W. Botha, a entamé mardi sa tournée européenne par Lisbonne. Accueilli par le Premier ministre et leader du Parti socialiste, Mario Soares, il a remercié le gouvernement portugais de l'aide apportée à la conclusion de l'accord de paix avec le Mozambique signé en mars dernier. Les prochaines étapes de son voyage, dont les détails n'ont pas été révélés, sont la Suisse, la Belgique, la Grande-Bretagne, la RFA et la France.

Un peu gêné aux entourloupes, le gouvernement français sera le seul à ne pas organiser de réception officielle. Et pour cause ! Toute l'argumentation utilisée a consisté à présenter cette visite comme d'ordre privé, comme si la pose de la première pierre d'un monument n'avait aucun caractère officiel, comme si la ve-

nement prépare une commémoration fastueuse du débarquement et de l'offensive contre le nazisme, il feint de méconnaître le passé des dirigeants de l'Afrique du Sud. La Ligue des droits de l'homme a rappelé que le précédent Premier ministre, puis président de la République, J. B. Vorster, avait été condamné en 1942 à dix-sept mois de prison pour ses activités pro-nazies, et déclarait à cette époque : « Nous avons pour doctrine le national-christianisme, qui est un allié du nazisme. On peut appeler le principe antidémocratique une dictature, si l'on veut. En Italie, ça s'appelle le fascisme, en Allemagne le national-socialisme et en Afrique du Sud, le national-christianisme. » P. W. Botha n'est pas le réformateur « éclairé » que nous présentait complaisamment la droite. C'est lui qui, ministre de



nue de Botha n'avait pas été réglée au plus haut niveau. Le gouvernement français si chatouilleux en matière de passeport, avec les ressortissants du Commonwealth, n'ignore pas qu'il pouvait refuser l'entrée du territoire au « citoyen sud-africain P. W. Botha ».

Des héritiers du nazisme

L'hypocrisie ne s'arrête pas là. Alors que le gouver-

nement prépare la Défense, dirigeait l'invasion de l'Angola à la chute du colonialisme portugais et porte la responsabilité des massacres commis par ses troupes d'occupation.

Quant aux réformes introduites, elles n'ont en rien sapé les bases de l'apartheid, même si des ultras sud-africains doublent Botha sur sa droite. Les 72 % de la population classés dans la catégorie « Africains » restent exclus des droits élémentaires et sont progressi-



NOTICE

NATIONAL ZOOLOGICAL GARDENS

ADMISSION : SCHOOL HOLIDAYS

25TH DECEMBER 1971 (SAT.) : WHITES ONLY.
 26TH DECEMBER 1971 (SUN.) : WHITES ONLY.
 27TH DECEMBER 1971 (MON.) : WHITES ONLY.

1ST JANUARY 1972 (SAT.) : NON-WHITES ONLY.
 2ND JANUARY 1972 (SUN.) : NON-WHITES ONLY.
 9TH JANUARY 1972 (SUN.) : WHITES ONLY.

NOTE: ADMISSION ON OTHER DAYS AS USUAL.

BY ORDER: COUNCIL

L'Afrique du Sud est le seul pays au monde qui a érigé en loi les différences raciales entre noirs et blancs, ce racisme appelé apartheid est visible partout dans les rues de toutes les villes sud-africaines. Il s'agit ici d'un parc zoologique.

vement transformés en étrangers dans leur propre pays par la politique des bantoustans. L'apartheid, quelles que soient les modifications de façade, reste un « système capitaliste d'exploitation de la main-d'œuvre reposant sur la discrimination raciale » (Mouvement anti-apartheid).

La lutte contre l'apartheid se renforce

C'est contre cette exploi-

tation que luttent les masses opprimées d'Afrique* du Sud. Contre les lois raciales, les conditions de vie où les bidonvilles sont pour les Noirs et les villas pour les Blancs. C'est contre le patronat sud-africain, mais aussi américain, britannique ou français présents sur place, que s'organisent tous les jours plus massivement les travailleurs sud-africains. Les syndicats indépendants qu'ils se sont donnés sont engagés dans l'unification de leurs forces vers une cen-

trale unique qui regrouperait non seulement les centaines de milliers d'adhérents actuels mais aussi ceux que l'ampleur de la répression fait hésiter.

Le combat contre l'apartheid se renforce en Afrique du Sud. Au moment où le gouvernement français continue à coopérer et accueille le chef du régime raciste, plus que jamais nous nous rangeons dans le camp des travailleurs et des masses opprimées pour dire « Non à la venue de Botha ».

TCHECOSLOVAQUIE

Petr Uhl libéré

Le camarade Petr Uhl, l'un des principaux dissidents tchécoslovaques, a été libéré lundi 28 mai, après avoir purgé une peine de cinq ans de détention pour « subversion ».

Petr Uhl est l'un des premiers signataires de la Charte 77 et, en avril 1978, il fonda le VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies). Le 29 mai 1979, les membres du VONS furent arrêtés. Uhl fut condamné à cinq ans de prison, qu'il a passé dans l'un des pénitenciers les plus durs du pays, subissant les brimades et l'hostilité des gardiens.

Petr Uhl est notamment l'auteur du *Socialisme emprisonné*, Editions Stock-La Brèche, 30 francs.



CHILI



Fête à Paris le 3 juin

La Coordination des comités Chili de la région parisienne organise le dimanche 3 juin, de 10 h 30 à 23 h 30, au chapiteau bleu de la porte de Pantin, une fête pour les droits démocratiques du peuple chilien, pour la solidarité internationale contre l'impérialisme.

Au programme : chants d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine, informations et débats. A partir de 20 heures : salsa, bal latino avec Oricha. Entrée : 20 francs.

INTERVIEW DE JAKOB MONETA

L'Allemagne ne sera plus comme avant

Jakob Moneta a été seize ans durant rédacteur en chef de l'organe de l'IG-Metall. Nous l'avons interviewé lors du rassemblement contre l'austérité organisé par la LCR les 26 et 27 mai.

● La lutte engagée depuis trois semaines sur la question des trente-cinq heures n'est pas, pour toi, simplement une grève de plus. Peux-tu nous situer l'importance ?

Je crois qu'après cette grève, l'Allemagne ne sera plus comme avant et je ne dis pas ça comme lorsqu'on veut se consoler après un échec. C'est la première fois qu'il y a une telle solidarité des autres syndicats autour de l'IG-Metall. La manifestation du 23 mai à Stuttgart qui réunissait en divers endroits 20 000 personnes était importante du fait de la présence de syndiqués des banques, du commerce, de la fonction publique. Autrement dit, de gens qu'on ne voyait jamais auparavant et qui étaient venus en masse. La mobilisation a entraîné des gens qui n'avaient jamais participé à une grève. La solidarité s'est imposée. Par exemple les mineurs, dont les relations avec les métallos n'étaient plus aussi bonnes que dans les années cinquante,

« La mobilisation a entraîné des gens qui n'avaient jamais participé à une grève. »

ont appelé à la manifestation du 28 mai à Bonn. Les employés du textile ont changé de cap et rejoint la grève quand le patronat a annoncé que ce serait lui qui déterminerait qui partirait en préretraite et quand. Un représentant du syndicat de la chimie, l'un des sociaux-démocrates les plus à droite du Parlement, y a fait un plaidoyer pour les trente-cinq heures.

Je ne me souviens pas avoir vu cela, même dans les années cinquante, où les syndicats participaient aux énormes manifestations contre le réarmement. Il n'y a pas que des métallos qui participent aux piquets de grève : d'autres travailleurs y viennent à quatre ou cinq heures du matin avant de se rendre à leur travail. Pour la première fois aussi, les sociaux-démocrates ne se sont pas seulement déclarés pour la grève mais soutiennent aussi la manifestation de Bonn. Il y a eu chez nous une longue période de prospérité qui a fait penser à certains que le capitalisme avait changé de visage pour

devenir social. Tout ce masque est tombé et pour la première fois des centaines de milliers

« Pour la première fois des centaines de milliers de personnes nous comprennent quand nous parlons de "société de classes". »

de personnes nous comprennent quand nous parlons de « société de classes ».

● Il faut souligner, pour comprendre ce qui est en train de se passer, que la réalité syndicale en RFA est très différente de celle que nous connaissons.

Chez nous l'IG-Metall organise 2,5 millions de métallos. La confédération unique, DGB, regroupe à quelques exceptions près — le commerce — l'ensemble des syndiqués soit 7,5 millions de travailleurs.

Nous avons rattrapé la crise capitaliste mondiale entre 1979 et 1982. En trois ans, le chômage a triplé, passant de 800 000 à 2,4 millions. Mais les pertes du mouvement syndical ne sont pas comparables à celles subies en France ou en Grande-Bretagne. Malgré les 250 000 suppressions d'emploi dans la métallurgie, les effectifs de l'IG-Metall n'ont diminué que de 100 000. Nous sommes en train à présent de rattraper les luttes et, qui sait, peut-être pour expier nos péchés allons-nous prendre la tête en Europe...

● Peux-tu retracer les principales étapes de la lutte ?

Nous avons commencé par une grève-bouchon, analogue à celle employée chez vous à

« Nous sommes en train, à présent, de rattraper les luttes. »

la SNCF, qui touchait 13 000 ouvriers et qui a eu des résultats splendides, touchant sérieusement l'industrie automobile. Le patronat a utilisé l'arme redoutable du lock-out, sans le généraliser — cela risquerait d'entraîner l'Allemagne vers une situation prérevo-

lutionnaire — mais en laissant planer la menace de centaines de milliers voire de 1,5 million de travailleurs touchés. Mais le patronat a utilisé le chômage technique, ce que nous avons appelé le « lock-out froid ».

Un fait a eu une importance décisive. La caisse d'allocation chômage de Nuremberg payait d'habitude les ouvriers touchés indirectement par une grève dans sa région. Cette fois-ci, sans aucun doute sur injonction du gouvernement, ils ont dit qu'il ne s'agissait plus d'une revendication locale mais nationale et ont refusé de payer. Les caisses de grève de l'IG-Metall sont bien remplies mais les travailleurs n'ont pas l'habitude de supporter les frais de la grève. L'effet du refus de la caisse a été la politisation du conflit, le patronat est apparu lié au gouvernement. Ce que le gouvernement a fait a poussé à un mouvement général et c'est pour cela que la manifestation du 28 mai a été convoquée à Bonn,

« Ce que le gouvernement a fait a poussé à un mouvement général. »

où siège le gouvernement. L'IG-Metall a de plus utilisé le revirement brutal du gouvernement chrétien-démocrate qui a retiré son projet d'amnistie, des entreprises ayant versé des pots-de-vin aux

partis, en demandant un retrait aussi rapide de la décision de la caisse d'allocation de Nuremberg.

● Quelles sont les perspectives actuelles de la grève ?

Tu sais, on ne peut pas prédire la

« A travers ce mouvement des cadres syndicaux se sont formés. »

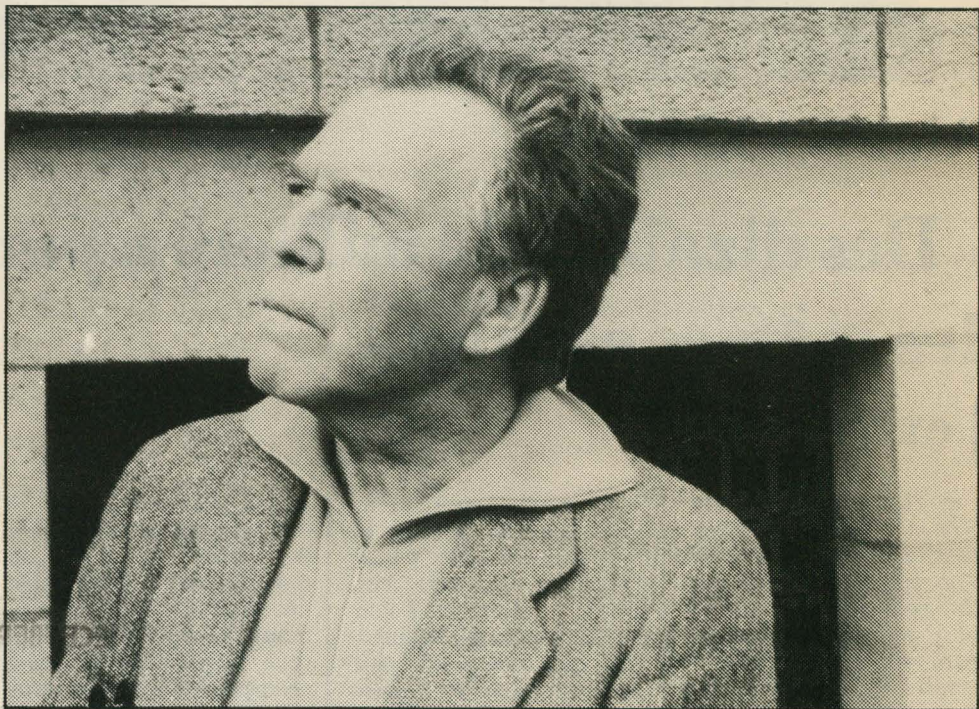
dynamique qu'aura une telle lutte. A bien des égards, elle témoigne de la volonté de changer de cap. Auparavant, les

grévistes n'étaient souvent pas sur leur lieu de travail. J'ai vu en 1963, à l'usine Daimler-Benz de Mannheim où il y avait 90 % de syndiqués, l'usine décorée de drapeaux rouges et d'une banderole « Nous ne reprendrons l'usine que si les patrons ne savent qu'en faire », mais pas de trace de piquet. En cherchant, je les ai trouvés jouant aux cartes dans un bistrot et ils m'ont expliqué : « Chez nous il n'y a pas de briseurs de grève, alors nous n'avons pas besoin d'être là-bas ! » Beaucoup d'ouvriers pointaient pour toucher leur argent mais regardaient leur propre grève à la télévision. Cette fois-ci le syndicat a voulu les mobiliser sur les lieux de travail avec une lo-

gique qui est celle de l'occupation d'usine. A travers ce mouvement des cadres syndicaux se sont formés.

Je crois que le plus important maintenant est de tenir le plus longtemps possible. Les négociations sont bloquées et la grève coûte cher aux patrons. On a parlé d'une perte d'un demi-milliard de marks par semaine pour Daimler-Benz. Dans cette entreprise, sans que la centrale en ait donné la consigne, onze mille des vingt mille lock-outés sont partis en grève dès que la direction a refusé une réunion syndicale. Tout cela est nouveau pour l'Allemagne et marque la situation sociale.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo



Jakob Moneta

Ils étaient 200 000 à Bonn le 28



Trois mille au Bourget



ALAIN KRIVINE

« Des dizaines de milliers à partager les mêmes espoirs » (extraits)

A l'heure où ce rassemblement s'achève, nous pouvons déjà dire qu'il s'agit d'un succès politique. Succès politique que d'avoir ainsi pu rassembler durant deux jours — deux jours de débats — plusieurs milliers de travailleurs venant de centaines d'entreprises, des camarades souvent extérieurs aux organisations politiques. Succès aussi la participation à ce rassemblement d'un grand nombre de groupes et d'organisations.

C'est aussi notre fierté que d'avoir eu à nos côtés durant ces deux jours les camarades révolutionnaires du Nicaragua, du Salvador, de Saint-Domingue et de Nouvelle-Calédonie, que je salue ici fraternellement.

Nous en avons discuté hier, la situation en France est la même qu'en Europe. Partout se multiplient les grèves montrant que la classe ouvrière n'est pas prête à accepter les politiques d'austérité.

Le décor politique est planté

En France, comment peut-on avoir encore des illusions dans ce gouvernement ? Il a décidé de servir le patronat. C'est un choix conscient, délibéré.

Comment s'étonner dès lors de voir une droite arrogante et revancharde ren-

forcer son insolence ? Comment s'étonner de voir les directions syndicales refuser d'organiser une lutte d'ensemble ? Comment s'étonner de la crise qui secoue le PCF, quand on voit ce parti un pied dans le gouvernement qui applique une politique d'austérité, et un pied dans la classe ouvrière qui elle refuse cette politique. Et n'ayons aucune illusion. La direction du PCF veut rester au gouvernement — ce qui ne veut pas dire qu'elle y restera — car cette direction n'a pas d'alternative, n'a pas d'autre ligne politique. Et ceux qui s'imaginent que le PCF, une fois sorti du gouvernement, mènerait une autre politique, une politique de classe, qu'ils regardent en arrière, qu'ils se remémorent ce qu'a fait ce parti après la Libération ou en Mai 68.

La tâche de l'heure, c'est d'empêcher ce gâchis, de refuser de voir tant d'espoirs bafoués par des dirigeants félons. Nous sommes tous conscients que des affrontements importants sont devant nous.

D'abord, nous voulons organiser la résistance des travailleurs, favoriser l'unité, l'organisation démocratique des luttes, en particulier par la mise sur pied de comités de grève permettant aux travailleurs d'organiser eux-mêmes leur

action. Favoriser aussi la centralisation des luttes afin de tracer la voie au mouvement d'ensemble nécessaire aujourd'hui, mouvement d'ensemble qui reste aujourd'hui la seule perspective pour faire reculer le gouvernement, pour faire reculer le patronat et la

bourgeoisie.

Ensuite, s'opposer aux mobilisations de la droite. Ainsi, il ne faut pas tolérer la manifestation revancharde que préparent les tenants de l'école privée pour la fin du mois de juin.

Il faut aussi s'opposer à la

vague raciste qui parcourt le pays, et nous nous félicitons des ripostes organisées par des milliers de travailleurs dans plusieurs villes de France contre les meetings de Le Pen. Il nous faut « débanaliser » Le Pen, le faire apparaître pour ce qu'il est : non pas un homme politique normal, mais un raciste qu'il faut combattre.

Construire une alternative anticapitaliste

Construire une alternative anticapitaliste, c'est construire une force anticapitaliste.

Aujourd'hui, le mouvement ouvrier français est en pleine reconstitution, dans les partis, dans les syndicats. Dans les entreprises, des équipes combatives, de rechange apparaissent.

Certains ici-même se sont demandés durant les débats : « Arrivera-t-on vraiment à construire cette force ? », certains se démoralisent. Alors, nous mettons tous les camarades ici présents devant leurs responsabilités. Allons-nous rester encore longtemps à nous apercevoir que sur des points essentiels nous sommes d'accord. Il faut mettre en commun nos convergences. Il y a des dizaines de milliers de travailleurs qui se tournent vers l'extrême gauche mais qui restent sceptiques devant la division, qui ne comprennent pas pourquoi cette force potentielle ne va pas plus loin.

Nous nous félicitons des rapports avec les camarades de Lutte ouvrière, nous

nous félicitons des initiatives communes, mais devons-nous nous limiter à dire qu'un jour nous serons dans la même organisation ? Nous savons qu'une organisation commune serait une étape, un tremplin pour créer une alternative anticapitaliste. Aussi nous voulons accélérer le débat, accélérer aussi les initiatives et les campagnes montrant que nous pouvons nous retrouver sur les questions importantes. Nous n'avons pas la prétention de dire que le parti des travailleurs qu'il faut construire se fera avec la LCR seule. C'est avec vous tous, camarades, avec ceux qui sont encore dans le PS ou le PCF qu'il faut le construire.

Pour mener ces batailles, la LCR prendra ses responsabilités. Mais pour cela elle a besoin d'être plus forte, elle a besoin de se renforcer. Il n'y aura pas de mouvement spontané pour la construction du parti révolutionnaire. Aujourd'hui, la LCR doit se renforcer pour les luttes actuelles mais aussi pour aider à la construction de ce parti des travailleurs nécessaire.

Nous sommes dans ce pays des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs, de jeunes, d'immigrés à partager les mêmes préoccupations, les mêmes espoirs. C'est à nous de transformer cette force latente en une force militante, en une force de combat.

Comprendre, agir, lutter, c'est notre devise. La France socialiste, nous la construirons si nous la voulons. C'est notre but, notre espoir. C'est notre combat.



Un grand nombre de militants ouvriers, de syndicalistes se retrouvèrent au forum organisé sur « Les syndicats et les partis face à la crise ». Venant des PTT, de la santé, de la SNCF, de la métallurgie, représentants de la revue Résister ou de la LOR, ils n'interrompirent leur discussion qu'en début de soirée. Au micro : Julien Desachy de l'Ecole émancipée.

UN MEETING CHALEUREUX

Sous le signe de l'internationalisme

La soirée du samedi fut placée sous le signe de la solidarité internationale. Solidarité avec la lutte des peuples contre l'impérialisme, nord-américain comme français, et contre l'austérité.

Le meeting débuta par l'ovation que la salle, debout, réserva à Lautaro Sandino, représentant des Jeunesses sandinistes du 19 juillet, en tournée en Europe à l'invitation des organisations de jeunesse de la IV^e Internationale. « *Le Nicaragua tout entier est un champ de bataille contre l'impérialisme. Ceux qui pensent nous mettre à genoux ne passeront pas !* », devait-il conclure. A cette occasion, la LCR rappelle son soutien aux manifestations organisées en France contre la venue de Reagan, le 6 juin prochain. Au nom de notre organi-

qu'il y a à décoloniser, E. Machorro affirma : « *La démocratie n'est pas le propre du colonisateur. Décoloniser c'est l'affaire de la France : si elle ne le fait pas, nous le ferons.* »

Les intervenants suivants témoignèrent des luttes en cours en Europe. Notre camarade Jesus Uskudun, membre de la commission exécutive de la Fédération de la métallurgie d'Euzkadi des commissions ouvrières, retraça la lutte des sidérurgistes contre les plans d'austérité du PSOE.

Puis, Raffaello Renzacci, membre de la coordination nationale des conseils d'usine et militant de notre organisation-sœur en Italie, fit le point sur la riposte aux attaques contre l'échelle mobile et les débats qui traversent le mouvement syndical italien.

La longue grève des mineurs britanniques, depuis douze semaines, fut également évoquée par Colin Lenton, trésorier de la section locale du NUM à la mine de Bold, venu avec sa femme qui travaille à la même mine.

Jakob Moneta (dont nous publions une interview cette semaine), vint enfin témoigner du combat des métallistes ouest-allemands pour les trente-cinq heures. En concluant le meeting, Ernest Mandel devait souligner qu'on assistait au début de la riposte ouvrière à l'offensive capitaliste et montrait l'actualité de la perspective d'une grève générale européenne pour les trente-cinq heures.

Lors du meeting du dimanche, un représentant du FMLN-FDR du Salvador et Leonardo Mercedes, au

nom du Bloc socialiste de la République Dominicaine — organisation avec laquelle la IV^e Internationale entretient des liens fraternels — vinrent rappeler les luttes de leurs peuples contre la domination impérialiste.

Plusieurs organisations présentes avaient fait parvenir des messages. Ce fut le cas du MIR chilien, du Parti socialiste de gauche du Danemark (VS), du Mouvement anti-apartheid et du journal *Irlande libre*.

Nos camarades danois venus rapporter la lutte des dockers n'ont pu, faute de temps, intervenir. Nous publierons prochainement l'interview de Kim Ardul, dirigeant de la grève des dockers entre décembre 1982 et février 1983, qui siégeait à la tribune du meeting.

Jean-Jacques Laredo

Rassemblement
des travailleurs

26-27 mai

LE BOURGET

contre l'austérité
contre l'Europe capitaliste

Ils étaient présents

Plusieurs organisations françaises avaient répondu à notre invitation, tenaient des stands et participaient aux nombreux débats du week-end. Il s'agit de Lutte ouvrière, de la Fédération de la gauche alternative, du Parti communiste marxiste-léniniste, de l'Union des travailleurs communistes libertaires, de la Ligue ouvrière révolutionnaire, de la Ligue socialiste des travailleurs.

On remarquait également de nombreux comités ou organismes de solidarité anti-impérialistes : Mouvement anti-apartheid, comités de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale,

Coordination des comités Chili de la région parisienne, Irlande libre, association A Riscossa, etc.

Parmi les organisations étrangères qui avaient tenu à être présentes, citons notamment le MIR chilien, le Parti socialiste de gauche du Danemark (VS), le Parti socialiste ouvrier (section belge de la IV^e Internationale), le Parti socialiste des travailleurs (section hollandaise de la IV^e Internationale), les militants turcs de la IV^e Internationale, le Groupe révolution socialiste (section antillaise de la IV^e Internationale) ainsi que le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA-Corse).

Lautaro Sandino, représentant de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet, à la tribune du meeting internationaliste du samedi soir.



La délégation du Front indépendantiste de Nouvelle-Calédonie s'adressant au rassemblement du Bourget. Au micro : Eloi Machorro.



sation, Christian Picquet souligna ensuite l'importance de la lutte contre notre propre impérialisme, en remerciant les camarades du Front indépendantiste de Nouvelle-Calédonie de l'accueil fraternel qu'ils ont réservé à notre camarade Alain Krivine, venu effectuer une tournée dans cette colonie française. « *La LCR soutient totalement et inconditionnellement les camarades du Front indépendantiste dans leur combat pour l'indépendance kanak et socialiste et s'engage à relayer leur action, à la populariser et à développer la plus large solidarité.* » Chaleureusement applaudi, Eloi Machorro, au nom de la délégation du Front indépendantiste, fit le procès de la colonisation française qui, depuis 1853, a fait du peuple kanak un peuple sans terre. Insistant sur l'urgence

Le message d'Arlette Laguiller

Après avoir salué le rassemblement, Arlette Laguiller devait déclarer notamment :

« *Oui, l'austérité résume bien d'un mot l'offensive en règle dont la classe ouvrière est la cible et à laquelle il est plus qu'urgent qu'elle s'oppose.* (...) »

« *La gauche au pouvoir n'a fait que démoraliser la classe ouvrière. En agissant comme les gouvernements de droite, en reprenant les vieilles rengaines, (...) Mauroy, Fiterman et les autres ne se déconsidèrent pas seulement eux-mêmes, mais ils déconsidèrent aussi les idéaux de gauche. C'est leur conduite qui contribue à décourager la classe ouvrière, à lui faire croire qu'il n'y a effectivement pas d'autre solution que de se résigner à payer la crise à la place de la bourgeoisie.* (...) »

« *C'est dans les entreprises, là où ils sont concentrés, que les travailleurs sont forts.* (...) *c'est là que le combat contre l'austérité, c'est-à-dire contre les capitalistes et le gouvernement, se mènera.* (...) »

« *Alors le rôle des militants ouvriers, s'il est à l'intérieur des syndicats de s'appuyer sur les militants honnêtes pour exiger des directions syndicales qu'elles organisent et étendent les mouvements, ce rôle n'est certainement pas de faire croire à l'ensemble des travailleurs qu'elles pourront ou qu'elles pourraient le faire, de contribuer à renforcer les illusions des travailleurs dans les appareils syndicaux au moment même où une grande partie des travailleurs touchent du doigt que les intérêts que les appareils syndicaux défendent ne sont pas ceux de la classe ouvrière.* (...) »

« *La classe ouvrière est sur la défensive, touchée par les coups de ses ennemis, déconcertée par les trahisons de ses faux amis. Mais les militants révolutionnaires, eux, n'ont pas de raison d'être démoralisés. Les vrais combats, camarades, ne sont peut-être pas pour aujourd'hui ; mais c'est aujourd'hui qu'ils se préparent.* »

La souscription continue

Encore
150 000F

26-27 MAI

Rassemblement
des travailleurs
26-27 mai
LE BOURGET
contre l'austérité
contre l'écrou capitalisme

Débattre pour agir

Deux jours
au cœur
des luttes



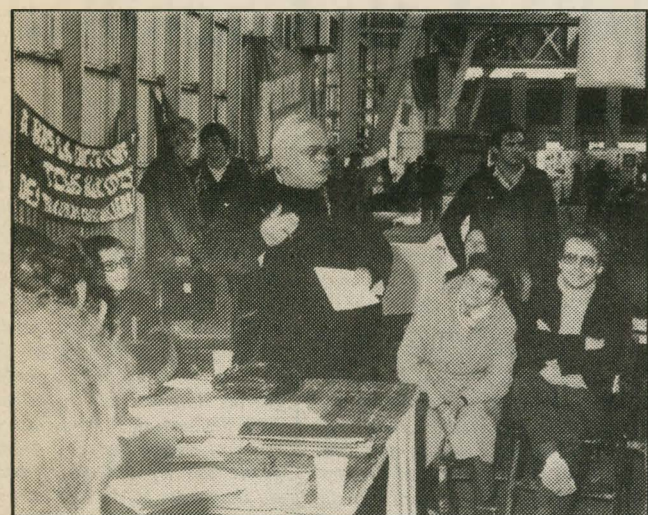
Une vue du meeting de clôture du rassemblement avec une camarade du bureau national des JCR, Arlette Laguiller et Alain Krivine.



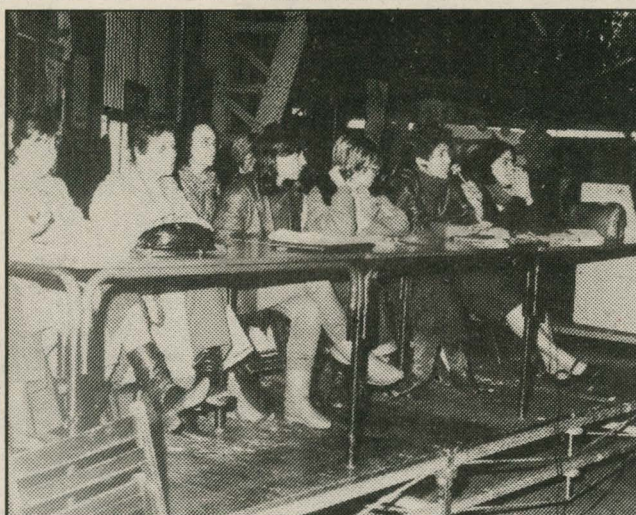
La montée de l'extrême droite suscite de nombreuses interrogations. C'est pour tenter d'y répondre qu'avait été organisé un débat sur la question. A en juger par les centaines de personnes qui s'y retrouvèrent, ce fut une bonne initiative. Après l'introduction de Christian Picquet pour la LCR, la parole fut donnée aux personnalités invitées. Alain Rollat, journaliste au Monde, fit part de ses travaux sur la question et Anne-Marie Sabatier, du bureau national du MRAP, rendit compte de l'action de son organisation, avant que Gérard Mas évoque la situation actuelle à Dreux.



Les luttes
au cœur
des débats



Le forum sur l'école laïque.



Le forum « Les femmes contre l'austérité » où participaient notamment Yvette Blanpied du Planning familial, Maya Surduts de la Coordination des groupes femmes, Geneviève Devève de l'Association d'aide aux femmes battues ; Sonia Folloni et Claire Bataille animaient le débat pour la LCR.



Une assistance attentive pour le forum « Militarisation et austérité », dans la matinée du dimanche. Après l'introduction de Jean-Louis Michel pour la LCR, Jean Ridoux (Mouvement de la paix), Michel Leier (CODENE), Patrick Baudoin (PCML) prirent la parole ainsi que des militants des JCR.

souscription

Nous en sommes
à 350 000F.
Encore deux semaines
pour arriver
à 500 000



Un grand nombre de participants, des débats passionnés : à l'évidence, le débat organisé sur « Les restructurations industrielles et la voie anticapitaliste » fut l'un des plus marquants du rassemblement. Sous la présidence de notre camarade Francis Sittel, Daniel Richier, Ernest Mandel, Pierre Bauby (PCML), Nicolas Maheux et Maxime Durand débattirent près de trois heures durant d'une question au cœur des principales luttes ouvrières.